



Société ACTE IARD

# RAPPORT ANNUEL

# 2023

## **ACTE IARD**

S.A. à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 11 433 676 €  
332 948 546 RCS Strasbourg  
Société régie par le Code des assurances

[www.groupe-cam.com](http://www.groupe-cam.com)

## **Siège social**

ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE  
14 AVENUE DE L'EUROPE  
67300 SCHILTIGHEIM  
03 88 37 69 00  
[assur@groupe-cam.com](mailto:assur@groupe-cam.com)

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

# RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 12 juin 2024

EXERCICE 2023

présenté par M. Franck FAVRE,  
Président du Conseil de Surveillance

*Mesdames et Messieurs,*

*Nous vous avons réunis, conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous rendre compte des opérations effectuées par notre Société au cours de l'exercice 2023, clos au 31 décembre 2023, et vous soumettre :*

- ⇒ le bilan*
- ⇒ le compte de résultat*
- ⇒ l'annexe*

*ainsi que les états réglementaires que nous sommes tenus de joindre à notre rapport.*

*Ces documents ont été élaborés dans le cadre du plan comptable de l'assurance instauré par le décret n° 94481 du 8 juin 1994 et ses arrêtés d'application.*

*Ce rapport est établi conformément aux dispositions du code de commerce et du code des assurances.*

*Les convocations prescrites vous ont été régulièrement adressées, et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.*

# 1. INFORMATIONS SUR LA VIE ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ

## 1.1. ENVIRONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ EN 2023

### 1.1.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE

En 2023, l'économie mondiale a été marquée par une reprise inégale après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19. Alors que certaines régions ont connu une croissance économique robuste, d'autres ont encore du mal à se remettre des effets de la crise sanitaire. Les principaux moteurs de la croissance économique en 2023 ont été la reprise de la demande des consommateurs, les politiques de relance budgétaire et monétaire mises en place par de nombreux gouvernements, ainsi que la reprise du commerce international.

Cependant, malgré cette reprise, l'économie mondiale reste confrontée à de nombreux défis en 2023. L'inflation a augmenté dans de nombreuses économies, ce qui a entraîné une hausse des prix des biens et services. De plus, la volatilité des marchés financiers et les tensions géopolitiques ont pesé sur la confiance des investisseurs et des entreprises.

Pour 2024, les perspectives de l'économie mondiale dépendront largement de la manière dont les pays géreront ces défis. Les économistes s'attendent à ce que la croissance économique se poursuive, mais à un rythme plus modéré. Les politiques monétaires et budgétaires joueront un rôle crucial dans la stimulation de la croissance et la maîtrise de l'inflation.

Les inégalités économiques et sociales resteront également une préoccupation majeure en 2024. Les gouvernements et les organisations internationales devront travailler ensemble pour mettre en œuvre des politiques qui favorisent une croissance économique inclusive et durable.

En ce qui concerne les marchés émergents, on s'attend à ce qu'ils continuent de jouer un rôle important dans l'économie mondiale en 2024. Malgré les défis auxquels ils sont confrontés, ces pays offrent toujours des opportunités de croissance et d'investissement.

Selon le FMI, la production mondiale a progressé de 3,1% en 2023 dont +1,6% dans les pays avancés et +4,1% dans les économies émergentes et en voie de développement.

Prise dans son ensemble, la zone euro est à l'arrêt avec une croissance de 0,5%. Elle fait nettement moins bien que les États-Unis (+2,5%), le Japon (+1,9%) mais se situe au même niveau que le Royaume-Uni (+0,5%). Le moteur allemand peine à redémarrer et l'activité a reculé à l'automne (-0,3% au quatrième trimestre après 0,0%), comme sur l'ensemble de l'année 2023 (-0,1%).

Durant l'année, malgré la politique monétaire restrictive des banques centrales, les marchés boursiers ont démontré une remarquable résilience. En dépit du pic des taux directeurs, souvent considéré comme contraignant, les marchés ont maintenu une robustesse surprenante. Les taux européens ont grimpé à 4,5% en septembre, un niveau sans précédent depuis l'introduction de l'euro. Bien que le conflit entre Israël et le Hamas ait pu évoquer des perturbations économiques mondiales, les marchés sont restés stables. Contrairement à l'impact observé lors de l'invasion russe en Ukraine en 2022.

L'inflation mondiale est estimée à +5,2% pour les pays de l'OCDE dont +3,4% aux États-Unis, +2,9% dans la zone euro, +3,7% en Allemagne et +4% au Royaume-Uni. L'inflation des économies émergentes et pays en voie de développement reste proche de celle des pays développés (Inde +5,5%, Brésil +4,6%, Afrique du sud +5,1%).

### 1.1.2. L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

En France, la croissance a atteint +0,9% en 2023 après +2,5% en 2022 et +6,4% en 2021, portée à la fois par la demande intérieure (contribution de +0,8 point) et le commerce extérieur (+0,6 point),

L'inflation est maîtrisée avec un niveau inférieur à +5% sur un an à fin décembre. Les prix de l'énergie et de l'alimentation ont fortement baissé, contribuant à cette stabilisation.

À la fin du troisième trimestre 2023, la dette publique s'établit à 3 088 Md€. Elle augmente de 41,3 Md€ et s'établit à 111,7 % du PIB.

Le déficit public représente environ de 4,9% du PIB (4,8% en 2022).

Au quatrième trimestre 2023, le nombre de chômeurs en France (hors Mayotte) au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 7,5% de la population active. Le taux de chômage est supérieur de 0,4 point à son niveau de fin 2022, qui était le plus bas depuis 1982 ; il demeure ainsi nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-3,0 points).

Le CAC 40 a progressé de 16,5% en 2023 pour dépasser les 7500 points à fin décembre, plus haut historique, après avoir atteint un point bas à +6,36% en octobre suite au début de la guerre au Proche-Orient entre Israël et le Hamas.

Depuis 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a procédé à 10 hausses successives des taux d'intérêt de la zone euro, pour contrer le phénomène inflationniste. Les taux longs français sont passés de 2,65% à fin décembre 2022 à +2,61% à fin 2023, avec une pointe à +3,5% à fin octobre. Les taux courts sont passés de +1,653% à fin décembre 2022 à +3,987% à fin 2023.

En 2023, dans l'ensemble de l'économie marchande hors secteur agricole, 1,05 million de créations d'entreprises ont été enregistrées, soit 10 500 de moins qu'en 2022. Elles diminuent ainsi pour la première fois après sept années consécutives de hausse. En recul de 1% après une faible hausse en 2022, le nombre de créations d'entreprises semble ainsi se stabiliser ; il reste néanmoins à un niveau élevé, près de deux fois supérieur à celui de 2015.

Ce léger repli résulte d'une diminution des créations d'entreprises classiques en 2023 : d'une part, après deux années consécutives de hausse, les créations de sociétés reculent de 8% redescendant à 269 900 créations et, d'autre part, celles des entreprises individuelles classiques reculent pour la deuxième année consécutive (-6%) pour s'établir à 114 100, leur plus faible niveau depuis 2016. Ces baisses sont partiellement compensées par une nouvelle hausse des immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime du micro-entrepreneur, qui atteignent en 2023 un niveau inégalé à 667 400 nouvelles immatriculations, soit une hausse de 3% par rapport à 2022, et une proportion de près des deux tiers des créations.

En 2023, le nombre de créations d'entreprises baisse dans la majorité des grands secteurs d'activité. En particulier, le nombre de créations dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques se replie nettement (-8%, après +15% en 2022), alors que ce secteur était le premier contributeur à la hausse enregistrée en 2022.

Le nombre de créations d'entreprises se replie aussi nettement dans la construction (-8%, après +4% en 2022), soit 7 600 créations de moins qu'en 2022. Ce recul est particulièrement marqué pour les sociétés, nombreuses au sein de ce secteur (39%), et affecte la plupart des activités, notamment les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment, les travaux de menuiserie bois et PVC, et la construction de maisons individuelles. Un recul de 5 200 créations est également constaté dans les activités immobilières (-12%), en particulier dans les activités des marchands de biens immobiliers.

Les secteurs affichant une hausse des créations sont principalement, transport et entreposage (+6%), hébergement et restauration (+6%), information et communication (+7,8%), services administratifs (+16,5%) et arts-spectacles-activités récréatives (+4,4%).

En 2023, le nombre de créations d'entreprises diminue dans la majorité de régions métropolitaines. Il baisse le plus en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-7%) et en Auvergne-Rhône-Alpes (-4%). Les créations d'entreprises progressent néanmoins dans quelques régions, notamment en Île-de-France et en Corse (+2%).

En 2023, le nombre de défaillances a progressé pour atteindre 55 492 à fin décembre (+34,4% sur un an). Ce niveau reflète un mouvement de rattrapage qui concerne tous les secteurs de l'économie mais

de manière hétérogène. Seul le secteur agricole est en repli quand les autres ont des progressions de +30% à +44,6%. Le secteur de la construction progresse de 38,7% mais reste toujours celui dont le niveau des défaillances a le plus diminué depuis 2019.

Il s'observe également pour toutes les tailles d'entreprises, avec un bond de 111,1% pour les entreprises de taille intermédiaire et grandes entreprises. Les PME sont moins touchées avec une progression sur un an de 34,3%. Il apparaît toutefois que plus la taille de l'entreprise augmente, plus le risque de défaillance est élevé.

Le rythme de hausse des défaillances sur un an enregistre cependant un nouveau ralentissement et le nombre annuel de défaillances reste encore sensiblement inférieur au niveau moyen enregistré sur la période 2010-2019 (59 342), avant la pandémie de COVID-19. Les défaillances ont, en effet, fortement reculé à compter du début de la crise sanitaire, à la suite de la modification temporaire des dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements, puis des mesures publiques de soutien en trésorerie permettant d'éviter cet état de cessation des paiements.

### 1.1.3. LE BTP

Dans un contexte de resserrement des crédits à l'habitat, la conjoncture de l'immobilier en France continue de se détériorer en 2023. La poursuite de la hausse rapide des taux d'intérêt et les restrictions d'accès au crédit immobilier accentuent la baisse de la production de crédits nouveaux.

Dans le neuf, les mises en chantier comme la commercialisation des logements atteignent des niveaux historiquement bas.

Dans l'ancien, la baisse du nombre de transactions se poursuit, et celle des prix se confirme.

L'emploi poursuit sa diminution dans l'activité immobilière et le bâtiment. Les perspectives d'activité continuent de se dégrader dans le neuf, notamment dans la promotion immobilière, et d'être bien orientées dans l'entretien-amélioration.

Malgré l'entrée en crise du logement neuf et grâce à la dynamique de l'entretien-amélioration, le bâtiment connaît une érosion de son activité en 2023 de seulement 0,6% en volume.

Au total en 2023 et en données brutes, 372 100 logements ont été autorisés à la construction (-24% par rapport à 2022) et 297 800 ont été mis en chantier (-23,8% par rapport à 2022). Les autorisations de logements individuels purs ont baissé de 29,55% pour -28,2% de mises en chantier. Les autorisations de logements individuels groupés et logements collectifs ont baissé de 20,35%. Leurs mises en chantier ont diminué de 20,27%.

Sur le secteur d'activité de la CAM BTP, où le nombre de logements autorisés a diminué de 28,6%, c'est le Bas-Rhin qui diminue le moins avec -4,5%. Le département le plus impacté est la Meurthe-et-Moselle avec -53,3%.

En matière de logements commencés, la baisse sur l'ensemble du secteur est de 23,8% (identique au reste de la France) dont -28,25% dans le Bas-Rhin. Le département le moins baissier est la Meurthe-et-Moselle avec -19,37%.

Au cours de l'année 2023, 70 550 logements neufs ont été réservés en France métropolitaine par des particuliers, soit 37,1% de moins qu'en 2022. Dans le même temps, le secteur a observé 80 500 mises en vente, soit -30,3% par rapport à 2022.

Les baisses de réservation sont plus fortes dans les départements du secteur d'activité de la CAM BTP (+38,2%) tandis que les mises en vente sont plus faibles (-14,88%). C'est la Franche-Comté qui connaît la baisse la plus significative tant en réservations qu'en mises en vente avec respectivement -55,2% et -51,30%. Ces chiffres sont de -38,8% et -23,4% en Alsace, et -31,2% et -17% en Lorraine.

Au niveau des institutionnels, les réservations sont en hausse au niveau national de 8,31% dont +4% sur le secteur d'activité de la CAM BTP et -3,9% en Franche-Comté et +6,85% dans le Grand-Est.

Durant l'année 2023, avec 37,6 millions de m<sup>2</sup>, les autorisations à la construction de locaux non résidentiels ont diminué de 6,3% par rapport à l'année précédente.

Sur le secteur de la CAM BTP, la variation de l'ensemble des types de locaux est de -7,9%, dont -14,9% pour l'Alsace, -17,9% pour la Lorraine et -3% pour la Franche-Comté.

La surface des locaux commencés en 2023 s'est élevée à 22,4 millions de m<sup>2</sup> (-15% par rapport à 2022).

Sur le secteur de la CAM BTP, les mises en chantier ont progressé de 7,3%, dont +25,6% en alsace, +6,15% en Lorraine et -26,9% en Franche-Comté.

Sur un an, les prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments ralentissent pour le cinquième trimestre consécutif (+3,2% au quatrième trimestre 2023, après +4,4% au trimestre précédent). La hausse des prix sur un an est plus marquée dans le secteur non-résidentiel (+3,8%) que dans le secteur résidentiel (+2,9%).

En rythme annuel, les prix ralentissent pour la majorité des types de travaux : ils n'accélèrent que pour « les autres travaux d'installation » (+6,3% après +4,1%) et pour les travaux d'installation électrique (+4,1% après +3,7%).

La hausse des prix reste prononcée pour les travaux de plomberie, d'installation de chauffage et de conditionnement d'air (+4,2% après +5,1%), les travaux de peinture et de vitrerie (+4,1% après +5,0%), les travaux de plâtrerie (+4,0% après +5,9%), les travaux de couverture (+3,8% après +5,2%) ainsi que pour les travaux de revêtement des sols et des murs (+3,3% après +4,8%).

Les prix augmentent plus modérément pour les travaux de menuiserie (+1,7% après +5,1%) et pour les « autres travaux de construction spécialisés » (+1,3% après +3,0%).

Dans les Travaux Publics, l'année 2023 s'achève sur une hausse de la production de 4,2% en euros constants.

En matière de prises de commandes l'année 2023 se conclut sur une hausse de 37,3% en cumul depuis janvier comparé à 2022.

Les effectifs ouvriers permanents diminuent en 2023 (-0,8%). Le volume des heures travaillées est relativement stable au global avec -0,1% dont -4,9% pour les ouvriers intérimaires et +0,7% pour les ouvriers permanents.

La poursuite de projets structurants et l'impact positif du cycle municipal sur l'activité TP participent à l'amélioration du climat des affaires, notamment auprès de la maîtrise d'ouvrage publique. Toutefois, sur le reste de l'année, les effets de la crise immobilière sur l'investissement des clients privés et des départements pourraient fortement se ressentir, et freiner l'activité des entreprises qui exercent auprès de cette clientèle.

Les indices d'évolution du coût de la construction ont augmenté de 1,37% pour l'indice FFB à fin décembre 2023, +3,00% pour l'indice BT01 et +2,45% pour l'indice TP01, ces deux derniers étant observés à fin novembre 2023. Sur un an, l'ICC augmente de 3,39% à fin novembre 2023.

L'indice de référence des loyers qui sert à la revalorisation des loyers en cours de bail est normalement calculé sur la base de l'évolution des prix à la consommation. Toutefois la loi du 16 août 2022 sur le pouvoir d'achat a établi un plafond à la hausse de cet indice à 3,5% en glissement annuel entre le troisième trimestre 2022 et le premier trimestre 2024. Sans ce plafond, dans le contexte actuel d'inflation élevée, l'indice aurait augmenté au troisième trimestre 2023 de 5,7% alors que cette hausse n'avait été que de 1,6% en moyenne sur les cinq dernières années.

Dans le même temps, les loyers des résidences principales de l'ensemble du parc, à caractéristiques constantes continuent de progresser (+ 2,3% en rythme).

## 1.1.4. L'ASSURANCE

### 1.1.4.1. Les assurances de personnes

Pour l'ensemble de l'année 2023, les cotisations d'assurance vie et de capitalisation sont en hausse de 5%, à 153,3 milliards d'euros. Les versements sur les supports en unités de compte sont en hausse (+8%, à 62,2 milliards d'euros) ainsi que les versements sur les supports en euros (+4%, à 91,1 milliards d'euros). La part des supports en unités de compte dans l'ensemble des cotisations s'établit à 41% pour l'année 2023 (40% pour l'année 2022).

Pour l'ensemble de l'année 2023, les prestations sont en hausse de 14%, à 150,8 milliards d'euros. Fin décembre 2023, les prestations représentent, sur un an, 8,3% des encours (7,4% à fin 2022).

Pour l'ensemble de l'année 2023, la collecte nette s'établit à +2,4 milliards d'euros. Elle est positive pour les supports en unités de compte (+30,0 milliards d'euros) et négative pour les supports en euros (-27,6 milliards d'euros).

L'encours des contrats d'assurance vie et de capitalisation est estimé à 1 923 milliards d'euros à fin décembre 2023, en progression de 4% sur un an (+66 milliards d'euros).

Fin décembre 2023, l'encours des fonds « eurocroissance » est de 8,9 milliards d'euros (+34% sur un an) pour près de 534 100 contrats en cours (+29% sur un an).

En assurance de dommages corporels (hors automobile), l'année 2023 se caractérise par une hausse des cotisations (+6,9%) plus dynamique que celle des prestations versées (+4,8%) :

- en santé (frais de soins) : les cotisations progressent de 7,9% (après +4,2% en 2022), plus nettement que les prestations versées (+5,9% après +3,1%). L'équilibre technique s'améliore, avec un ratio « Prestations / Cotisations » qui s'établit à 76,7% (-1,5 point de pourcentage par rapport à 2022) ;
- en prévoyance (incapacité, invalidité, dépendance et décès accidentel) : les cotisations augmentent de 5,8% (+5,3% en 2022), plus rapidement que les prestations versées (+3,1% après +1,8%). L'équilibre technique s'améliore également avec un ratio « Prestations / Cotisations » qui s'établit à 54,8% (-1,4 point par rapport à 2022).

#### **1.1.4.2. Les assurances de biens et de responsabilité**

L'année 2023 a été marquée par des sinistralités exceptionnelles avec des épisodes orageux sévères et des inondations d'une ampleur inédite. Les conséquences à moyen et long terme sont préoccupantes, annonçant une augmentation de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques.

Les assurances de particuliers qui concernent les risques automobiles et dommages aux biens affichent des niveaux de croissance similaires entre les deux branches en 2023.

En automobile, la croissance est de 5,2% avec un parc progressant de 1,3% (+0,4% en 2022).

Sur l'ensemble de l'année, la sinistralité baisse de 4,1% et toutes les fréquences par types de risques continuent d'afficher des croissances favorables, avec des replis allant de 0,6% pour les bris de glace à -60,8% pour les sinistres Tempêtes-Grêle-Neige, l'année 2022 ayant été particulièrement touchée par les tempêtes et épisodes de grêle.

En dommages aux biens, la croissance s'établit également à 5,2% avec une progression moindre du nombre de contrats (+1,3%) qu'en 2022 (+1,8%).

Impactée par la dégradation sensible des deux derniers mois, la sinistralité depuis le début de l'année termine en hausse (+5,1% en moyenne), résultant principalement de l'augmentation des sinistres associés aux garanties TGN et Dégâts Des Eaux (+16,0% et +8,7% respectivement). Les sinistres incendie sont en repli de 2,1%.

Après une croissance de 9,9% au premier semestre, les cotisations du marché des dommages aux biens professionnels enregistrent une croissance moindre au 3ème trimestre (+3,8%), aboutissant ainsi à une hausse de 8,5% sur les trois premiers trimestres de l'année. Cette hausse est plus marquée pour les risques industriels (+11,0%).

Malgré une hausse de la sinistralité au 3ème trimestre pour les Artisans-Commerçants-Professions de Services (+13,6%) et les risques industriels (+2,3%), la sinistralité maintient une bonne tenue grâce au retrait des coûts des autres risques. Depuis le début de l'année, la charge de prestations recule de 3,5%, et masque une dégradation de la sinistralité des ACPS à hauteur de +2,9% par rapport aux trois premiers trimestres de 2022. En comparaison avec la sinistralité enregistrée sur la même période en 2019, le montant de la charge de prestations croît de 22,4%.

Le marché de la responsabilité civile connaît une activité soutenue et dynamique au cours du 3ème trimestre (+13,9%), entraînant une progression globale de 8,1% sur les neuf premiers mois de l'année. Dans un contexte marqué par un nombre de chantiers en fort recul (-20,6%), l'assurance construction maintient son dynamisme en marquant une croissance de 9,1% sur les trois premiers trimestres de l'année, émanant de l'activité sur le marché de la RC décennale (+12,2%) qui compense le retrait observé sur les cotisations des dommages ouvrages (-1,6%).

A fin septembre, la croissance des cotisations de l'assurance des catastrophes naturelles s'établit à 5,0%. Quant à la sinistralité de la branche, elle est dégradée, aussi bien sur le 3<sup>ème</sup> trimestre (+49,6%) que depuis le début de l'année (+30,7%).

### 1.1.4.3. La gestion financière et les placements

À fin septembre 2023, les placements des assureurs s'élèvent à 2 478 Md€, en baisse de 38,0 Md€ sur le 3<sup>ème</sup> trimestre. En volume, les placements n'augmentent que de +0,6 Md€.

Sur le 3<sup>e</sup> trimestre, les placements des assureurs ont été pénalisés par la baisse des marchés actions (-8,6 Md€), obligataires (-24,3 Md€) et immobiliers (-4,7 Md€).

La proportion par natures d'actifs est la suivante (en millions d'euros) :

|             |         |
|-------------|---------|
| Actions     | 481,4   |
| Obligations | 1 253,8 |
| Immobilier  | 209,2   |
| Monétaires  | 180,4   |
| Autres      | 353,2   |
| Au total    | 2 478,0 |

## 1.2. ACTIVITE D'ACTE IARD EN 2023

### 1.2.1. ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les effectifs commerciaux d'ACTE IARD sont restés stables entre 2022 et 2023.

En 2023, le montant des primes émises nettes d'annulation des affaires directes et avant jeu des provisions de primes a été de 83,36M€ contre 77,22M€ en 2022, soit une augmentation de 7,96%. Les primes acquises des affaires directes après jeu des provisions de primes ressortent à 83,06M€ contre 76,96M€ en 2022, soit une progression de 7,92%. C'est la première année où le chiffre d'affaires direct d'ACTE IARD est supérieur à celui de sa maison mère la CAM BTP.

Les primes acquises sur acceptations s'élèvent à 0,24M€, en augmentation de 23,69% par rapport à fin 2022. Il convient de rappeler qu'ACTE IARD n'accepte que les risques cédés par les pools du marché et relatifs aux risques environnementaux, attentats et actes de terrorisme.

L'activité commerciale a permis de réaliser, en 2023, 75,57% des objectifs assignés aux équipes commerciales. ACTE IARD a maintenu sa politique de souscription rigoureuse et sélective en se refusant à souscrire des risques qui lui paraissent insuffisamment tarifés. Un resserrement des conditions de souscription en risque automobile d'entreprise a conduit à limiter les souscriptions en 2023 après avoir résilié un certain nombre de contrats déficitaires au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Les affaires nouvelles réalisées en polices permanentes se sont élevées à 6,43M€ en 2023 contre 7,16M€ en 2022 soit une diminution de 10,15%.

#### **Volume de production des différentes branches y compris polices de chantier**

| En M€   | 2023 | 2022 | Δ en %<br>2023/2022 |
|---|------|------|---------------------|
| Assurances de personnes, Protection juridique     | 0,00 | 0,00 | /                   |
| Automobile  | 1,82 | 2,26 | - 19,60%            |
| Incendie  | 1,06 | 1,35 | - 21,79%            |
| Négociants-Fabricants                             | 0,38 | 0,24 | + 57,73%            |
| Responsabilité Civile Générale Bâtiment + Globale | 2,75 | 2,37 | + 16,02%            |
| Responsabilité Civile Générale hors Bâtiment      | 0,31 | 0,75 | - 57,90%            |

| En M€                                 | 2023 | 2022 | Δ en %<br>2023/2022 |
|---------------------------------------|------|------|---------------------|
| Responsabilité Décennale              | 0,02 | 0,08 | - 68,45%            |
| Risques techniques                    | 0,08 | 0,11 | - 24,55%            |
| <i>Sous total Polices permanentes</i> | 6,43 | 7,16 | - 10,15%            |
| Polices de chantier                   | 0,21 | 0,38 | - 44,28%            |
| <b>TOTAL</b>                          | 6,64 | 7,54 | - 11,88%            |

Les résiliations du fait des clients ont augmenté de 8,67% (5,16M€ contre 4,75M€ à fin 2022) dont 3,15M€ à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2024 (-3,74%).

La valeur annualisée du portefeuille de contrats de polices permanentes, toutes branches confondues, au 31/12/2023, après prise en compte des résiliations de fin d'année, était de 74,70M€ contre 67,22M€ à fin 2022, soit une augmentation de 11,12%.

La part respective des différentes branches dans le chiffre d'affaires direct de la Société a évolué comme suit en 2023 :

#### **Part des différentes branches dans le chiffre d'affaires total (en %)**

|                                 | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          |
|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Automobile                      | 17,72         | 19,97         | 21,09         | 21,24         | 18,85         |
| R.C.                            | 21,69         | 21,69         | 22,15         | 24,04         | 25,63         |
| R.D. + D.O. (gar. obligatoires) | 20,02         | 18,74         | 20,54         | 19,36         | 20,53         |
| R.D. + D.O. (gar. facultatives) | 8,42          | 7,22          | 7,63          | 6,91          | 7,41          |
| Dommmages aux biens             | 22,82         | 23,04         | 20,06         | 19,90         | 19,33         |
| Dommmages corporels             | 4,37          | 4,35          | 3,85          | 3,92          | 3,64          |
| Divers - Autres                 | 4,95          | 4,99          | 4,68          | 4,63          | 4,61          |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>100,00</b> | <b>100,00</b> | <b>100,00</b> | <b>100,00</b> | <b>100,00</b> |

Les branches gérées en répartition représentent 79,47% du chiffre d'affaires direct contre 80,64% en 2022.

## 1.2.2. GESTION DES PLACEMENTS

Conformément aux dispositions réglementaires, il est précisé que les placements sont sous la responsabilité d'une personne prudente qui est le Directeur Financier du Groupe CAM. Il est directement sous la responsabilité du Directeur Général de la CAM BTP.

La commission européenne a fait de la finance durable l'une des priorités de l'Union des Marchés de Capitaux et l'un des piliers pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Suite à la publication de son plan d'action sur la finance durable en mars 2018, la commission européenne a mis en œuvre plusieurs initiatives réglementaires :

- Le règlement SFDR, visant à améliorer la transparence relative à l'ESG envers les investisseurs, largement inspiré de la réglementation française (Article 173 de la loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte) ;
- Le règlement Taxonomie, créant une définition unique d'activités économiques durables sur le plan environnemental ;
- Des amendements au règlement Benchmark visant à améliorer la transparence des indices de références en matière d'ESG ainsi qu'à créer des indices de référence (transition climatique, aligné aux objectifs de l'Accord de Paris de 2015).

Les multiples accords internationaux, réglementations européennes et nationales, font évoluer le couple risque/rendement vers le « trio » risque/rendement/durabilité et ce 3ème critère est intégré dans les choix d'allocations, de sélections et d'arbitrages, au risque de sous-performer, de pénaliser les portefeuilles, voire de connaître des événements de crédit, de défaut ou encore de fortes baisses de valeurs.

- L'objectif des Accords de Paris est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à +2°C à horizon 2100, de préférence à +1,5°C, par rapport au niveau préindustriel ;
- A l'échelle de l'Union Européenne, le Pacte Vert pour l'Europe et la loi européenne pour le climat ont fixé l'ambition collective de réduire d'au moins 55 % les émissions de gaz à effet de serre de l'Union Européenne en 2030 par rapport aux niveaux de 1990, puis d'atteindre un solde d'émissions net nul en 2050 ;
- Le règlement SFDR vise à aider les investisseurs en leur offrant une information plus transparente quant au degré avec lequel les produits financiers prennent en compte les caractéristiques environnementales ou sociales, ou s'ils ont des objectifs durables ;
- Le groupe CAM suit également la réglementation immobilière. Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) également appelé « décret tertiaire », impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires. Cette nouvelle réglementation vise à économiser 60% d'énergie finale dans les bâtiments à l'horizon 2050.

Le groupe CAM a donc pour objectif de :

- faire baisser la température moyenne de réchauffement climatique de ses portefeuilles,
- investir dans des fonds correspondant au minimum à l'article 8 du règlement SFDR,
- investir dans des bâtiments labélisés et/ou certifiés tant au niveau construction (si VEFA) que dans sa gestion,
- intégrer d'autres objectifs comme la biodiversité, les critères sociaux et de gouvernance.

Ces orientations stratégiques ont été validées par le Conseil de Surveillance d'ACTE IARD de décembre 2022 et ont eu leurs premiers effets dès 2023.

Les sociétés du Groupe CAM, dont ACTE IARD, n'ont pas l'obligation d'incorporer dans leur rapport de gestion un chapitre répondant aux attentes de la réglementation extra-financière.

Le volume total des placements nets ressort à 348,33M€ (hors trésorerie), contre 326,90M€ en 2022 soit une augmentation de 6,55%.

Contrairement à la CAM BTP, la société, en sa qualité de société anonyme, n'a pas la possibilité de souscrire des Livrets d'épargne.

De nouveaux comptes à terme ont été souscrits en 2023 pour 42,50M€ en raison de l'amélioration des conditions financières offertes par les banques.

Les comptes courants bancaires rémunérés sont d'un niveau proche de zéro comme à fin 2022.

La société a souscrit en début d'année 2021 à un Fonds Professionnel Spécialisé (FPS) constitué sous forme de Fonds Commun de Placement de droit français et émis par SMA Gestion. Le dépositaire, conservateur et gestionnaire du passif est INVESTIMO. Ce FPS s'adresse aux investisseurs qui ont un objectif de valorisation dynamique de leur capital à long terme et souhaitent s'exposer à un risque actions élevé. Il est réservé plus particulièrement aux sociétés d'assurance appartenant au Groupe SGAM btp. Composé à plus de 90% d'actions UE, il n'est pas soumis à la fiscalité sur les plus-values latentes. La valeur des parts à la clôture de l'exercice s'élève à 7,81M€ contre 8,34M€ à fin 2022.

La société a participé à deux autres Fonds Professionnel Spécialisé (FPS) en dehors du cadre de la SGAM btp. La valeur des parts au bilan est de 19,05M€ contre 15,88M€ à fin 2022. Au global, le niveau des FPS est de 26,86M€ contre 24,21M€ à fin 2022.

Les profits nets de réalisation des placements sont de 6,10M€ contre 4,93M€ en 2022.

Des pertes de réalisation des placements ont été réalisées pour un montant de 0,30M€ (-0,87M€ en 2022). Les profits nets se sont ainsi élevés à 5,80M€ contre 4,05M€ à fin 2022.

La valeur de marché des titres amortissables a augmenté en raison de la fluctuation des taux des emprunts obligataires et de la nouvelle composition du portefeuille obligataire suite aux arbitrages et acquisitions réalisés au cours des exercices 2022 et 2023. Il présente une situation de moins-value latente de 6,48M€ contre -12,78M€ en 2022.

Le portefeuille des autres placements (dont immobilier) présente des plus-values latentes de 19,45M€ contre 13,10M€ à fin 2022.

Le parc immobilier est certifié annuellement et expertisé tous les cinq ans conformément aux dispositions du Code des assurances. La gestion immobilière se fait pour l'essentiel au travers de la SCI Foncière CAMACTE, dont ACTE IARD est associée à hauteur de 15%. Cette société possède huit immeubles de rapport pour une valeur nette comptable de 72,44M€ (-3,32% par rapport à fin 2022). Un neuvième immeuble est en cours de construction à ARRAS pour 1,80M€ via une opération de VEFA. Aucun immeuble ne nécessite de constater une provision pour dépréciation durable.

La part d'ACTE IARD dans la SCI Foncière CAMACTE est de 11,42M€ à fin 2023 comme à fin 2022.

À la fin de l'exercice, le portefeuille de placements présente une situation de plus-values latentes nette de 12,97M€ contre 0,31M€ à fin 2022, soit une augmentation de 12,65M€.

La société a appliqué les règles standards de l'article R343-10 pour le provisionnement des actifs non amortissables : ceux ayant connu une dépréciation de plus de 20% de leur valeur sur une durée de 6 mois consécutifs précédant l'arrêté des comptes ont donné lieu à dotation pour dépréciation durable. Une valeur recouvrable est déterminée et une provision pour dépréciation durable est constatée pour l'écart entre la valeur brute du titre et cette valeur recouvrable. Le montant des PDD est entièrement recalculé à chaque inventaire.

Le portefeuille des titres classés en poche R343-10 étant en situation de plus-value latente, la société n'a pas eu à doter de Provision pour Risque d'Exigibilité.

Le niveau des provisions pour dépréciation durable est en augmentation de 0,46M€ (2,38M€ en 2023 contre 1,92M€ à fin 2022).

Le résultat financier net 2023 est positif à 9,34M€, contre 7,21M€ en 2022.

### 1.2.3 COMMUNICATION

Depuis 2022, la CAM BTP a initié une nouvelle politique de communication pour l'ensemble de son groupe et adopté une nouvelle identité de marque. Le nom commercial Groupe CAM met l'accent sur le caractère mutualiste du Groupe constitué par la CAM BTP et ses filiales ; deux marques ont été créées :

- CAM BTP, qui regroupe les activités non-vie et vie en direct avec les entreprises du BTP sur le territoire historique de la CAM BTP.
- CAM COURTAGE, qui regroupe les activités non-vie et vie distribuées par le courtage.

Les noms des sociétés n'ont pas été modifiés.

Le logo a été rajeuni, tout en conservant sa forme humaine symbolisant la qualité de société de personnes du groupe.

La marque CAM COURTAGE a permis à ACTE IARD de renforcer sa présence au niveau des acteurs du courtage français et a organisé un certain nombre d'événements permettant aux courtiers partenaires de mieux connaître la stratégie du groupe en matière de courtage.

### 1.2.3. INFORMATIONS SOCIALES

Les effectifs actifs d'ACTE IARD et de l'ensemble du Groupe CAM au 31 décembre 2023 sont respectivement de 25 et 239 salariés.

## 1.3. EXAMEN DES COMPTES ANNUELS

## 1.3.1. COMPTE DE RÉSULTAT

### 1.3.1.1. COMPTE TECHNIQUE

Les primes émises totales nettes d'annulations s'établissent à 83,60M€ contre 77,41M€ en 2022, soit une augmentation de 8%.

Compte tenu de la variation des provisions pour primes non acquises, s'appliquant aux contrats souscrits en cours d'exercice, pour la part des primes afférentes à l'exercice comptable suivant, les primes acquises à l'exercice ressortent à 83,30M€, contre 77,15M€ en 2022, soit une augmentation de 7,96%.

La charge brute de sinistres, y compris les frais de gestion, hors variation de la provision pour égalisation, passe de 68,42M€ en 2022 à 66,86M€ en 2023, soit une diminution de 2,28%.

Le nombre de sinistres déclarés au cours de l'exercice a baissé de 10,87% en 2023 après une hausse de 3,63% en 2022 ; en 2022, les branches automobile et dommages aux biens avaient subi les effets des intempéries de l'été, événements qui ne se sont pas reproduits en 2023. Les résiliations de flottes automobiles ont également contribué à la diminution des sinistres dans cette branche.

L'analyse des sinistres supérieurs à 160K€ met en évidence qu'en 2022, 20 sinistres avaient été déclarés pour une provision totale à la clôture de 8,03M€. En 2023, ce sont 14 sinistres qui sont survenus pour un total de 10,49M€, dont un incendie d'un supermarché estimé à 5,5M€ à fin 2023.

Les sinistres supérieurs à 160K€ et antérieurs à 2023 se sont aggravés de 8,41M€ (malis de 13,48M€ à fin 2022). Ce sont principalement les sinistres de la branche construction qui contribuent à cette dégradation.

Le programme de réassurance externe de 2023 n'a pas été modifié par rapport à 2022 et se décline suivant dix principaux traités, complétés par un dispositif sous-jacent pour les risques dont la réassurance est réalisée en commun au niveau de la SGAM BTP, ainsi qu'un traité en quote-part pour les rétentions en excédent de sinistres.

Le schéma de réassurance pour des couvertures communes et souscrites par l'ensemble des adhérents de la SGAM BTP est le suivant :

- « Traité externe » : Réassurance en co-cession auprès de réassureurs externes à la SGAM BTP pour une protection au-delà du niveau de la rétention de la SMABTP.
- « Traité sous-jacent » : Réassurance auprès de la SMABTP d'une protection pour la différence entre le niveau de rétention de la SMABTP et le niveau décidé par ACTE IARD. A noter que ce dispositif, outre sa fonction de sous-jacent, peut, pour certains risques, intervenir en remplacement du traité externe dans l'hypothèse où les garanties prévues par ce dernier seraient épuisées.

Les primes cédées aux réassureurs passent de 36,93M€ à 40,55M€, soit une augmentation de 9,80%. ACTE IARD cède 14,39M€ de primes acquises à la CAM BTP contre 13,38M€ à fin 2022.

Les primes nettes de cessions aux réassureurs s'élèvent à 42,75M€, en progression de 6,28% par rapport à 2022.

Les commissions reçues des réassureurs augmentent de 16,61% pour atteindre 9,72M€.

La société a transféré 9,02M€ de bénéfices techniques à ses réassureurs extérieurs contre +1,07M€ en 2022.

Le traité de réassurance interne en quote-part construction entre ACTE IARD (cédante) et la CAM BTP (acceptante) ressort en gain de 6,54M€ à fin 2023 contre +3,79M€ à fin 2022. La rémunération des dépôts espèces s'élève à 1,83M€ contre 0,35M€ à fin 2022.

Le traité de réassurance interne en quote-part risques sociaux entre ACTE IARD (cédante) et la CAM BTP (acceptante) ressort en perte de 0,01M€ à fin 2023 (+44,20% par rapport à fin 2022).

Le résultat de réassurance global représente un transfert de bénéfices de 2,49M€ aux réassureurs, contre des pertes techniques de 2,72M€ en 2022.

La charge de sinistres nette de réassurance ressort à 38,53M€, contre 37,11M€ en 2022, soit une augmentation de 3,82%.

Les frais de fonctionnement sur affaires directes (frais de gestion des sinistres, frais d'acquisition et d'administration, autres charges et frais de gestion interne des placements) sont de 22,95M€, contre 20,87M€ en 2022, soit une augmentation de 9,97%.

Nous rappelons que la répartition des frais en fonction de leur destination s'effectue selon deux modalités :

- affectation directe (services sinistres, commerciaux, production ...)
- affectation après ventilation pour les frais indirects correspondant notamment aux services fonctionnels.

Leur classement par nature n'apparaît donc pas dans le compte de résultat.

L'évolution des frais de fonctionnement directs est la suivante :

| en M€                           | 2023         | 2022         | Δ              |
|---------------------------------|--------------|--------------|----------------|
| ● charges internes de sinistres | 5,33         | 4,57         | + 16,55%       |
| ● charges d'acquisition         | 16,44        | 15,23        | + 7,96%        |
| ● charges d'administration      | 0,43         | 0,37         | + 17,02%       |
| ● autres charges techniques     | 0,54         | 0,50         | + 7,83%        |
| ● charges financières internes  | 0,21         | 0,20         | + 5,12%        |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>22,95</b> | <b>20,87</b> | <b>+ 9,97%</b> |

Les frais de fonctionnement, y compris commissions de courtage, représentent 27,45% du chiffre d'affaires émis en 2023 contre 26,96% en 2022.

Les commissions versées aux courtiers et les frais d'apéritif ressortent à 12,19M€ (+10,90% par rapport à 2022), soit 14,64% du chiffre d'affaires, contre 14,25% en 2022.

Les autres charges (frais généraux) augmentent de 8,94% à 10,75M€ ; elles représentent 12,90% du chiffre d'affaires contre 12,79% en 2022. La hausse des frais généraux provient essentiellement des investissements informatiques et de communication.

La part d'ACTE IARD dans les frais de fonctionnement du GIE CAMACTE a diminué en 2023; au sein du GIE, le taux de répartition est passé de 41,77% à 41,67%.

Le poids de la structure commerciale d'ACTE IARD dans le groupement de moyens a augmenté d'un point, passant de 30,83% à 31,80%, traduisant la stabilité des effectifs commerciaux.

Les produits nets des placements alloués sont de 6,57M€ contre 5,06M€ en 2022.

Les autres produits techniques qui ont baissé de 0,30% par rapport à 2022 et s'élèvent à 0,24M€ sont pour l'essentiel des frais accessoires prélevés lors de l'émission des avis d'échéance.

Les frais de fonctionnement nets des commissions reçues des réassureurs sont en augmentation de 5,55% à 13,22M€.

Les autres charges techniques ont augmenté de 7,84% et s'élèvent à 0,54M€. Elles regroupent les frais généraux qui ne sont pas directement affectés aux autres catégories.

**Le résultat du compte technique est un bénéfice de 4,99M€ contre 0,83M€ en 2022.**

### **1.3.1.2. COMPTE NON TECHNIQUE**

Les produits des placements nets de charges représentent un bénéfice de 9,34M€ contre 7,21M€ en 2022.

Les produits des placements, qui comprennent les revenus et les plus-values des titres cédés, sont de 14,05M€ en 2023 contre 10,42M€ en 2022, soit une augmentation de 34,77%.

Les revenus des placements, essentiellement les coupons des obligations, sont de 5,80M€ contre 4,00M€ en 2022. Les dividendes immobiliers provenant de la SCI Foncière CAMACTE dont ACTE IARD possède 15% du capital se sont élevés à 0,12M€ en 2023 en diminution de 22,10% par rapport à 2022, et ceux en provenance de SCPI ou OPCVI à 0,28M€ (-1,43% par rapport à 2022). Le dividende de la SCI Foncière a été servi à titre d'acompte sur le résultat de l'exercice 2023, aucun dividende n'ayant pu être servi sur la base du résultat de l'exercice 2022.

Les autres produits de placement sont de 2,15M€ en augmentation de 43,59% par rapport à 2022. Les reprises de Provisions pour Dépréciation Durable sont de 1,66M€ sur les titres amortissables et 0,26M€ sur les autres placements (leur niveau global était de 1,40M€ à fin 2022).

Les profits provenant de la réalisation des placements représentent 6,10M€ contre 4,93M€ en 2022.

Les charges de placements sont de 4,71M€, contre 3,21M€ en 2022.

Elles se décomposent comme suit :

Les frais de gestion internes et externes sont de 2,04M€ contre 0,57M€ en 2022. La rémunération des dépôts espèces de la CAM BTP au titre du traité de réassurance en quote-part construction représente 1,83M€ contre 0,35M€ en 2022, sur la base d'un taux de rémunération de 1,5%. Les frais de gestion internes ont augmenté de 5,12% à 0,21M€. Les frais financiers sur acceptations ont diminué de 22,70% à 4,69K€.

Les autres charges des placements de 2,37M€ qui augmentent de 34,85% par rapport à 2022, comprennent entre autres, les dotations aux PDD pour un total de 2,38M€ (1,92M€ en 2022). Au final, la variation des PDD correspond à une charge de 0,45M€ (-0,52M€ en 2022). Ce poste comprend également des différences sur prix de remboursement des obligations pour -7,87K€ contre -164,61K€ en 2022.

Les pertes sur réalisations des placements sont de 0,30M€ (0,87M€ en 2022).

Les autres produits non techniques sont passés de 0,14M€ à fin 2022 à 0,12M€. Les autres produits de cette rubrique sont des rémunérations perçues par l'entreprise pour des opérations de gestion de conventions de conservation de sinistres en flottes automobiles ou de distribution de produits connexes à l'assurance.

Les autres charges non techniques, proches de zéro en 2022, s'élèvent à 0,08M€ en 2023 et correspondent aux charges sociales et fiscales sur l'intéressement et la provision pour participation des salariés. Aucune participation des salariés n'avait été attribuée en 2022.

Le résultat exceptionnel représente un profit de 0,01M€ contre 1,41M€ en 2022 où des chèques émis non débités pour un montant de 0,68M€ dont une partie avait déjà supporté l'impôt sur les sociétés durant les exercices précédents ont été comptabilisés en profit, ainsi que des dettes prescrites pour 0,74M€.

Les charges exceptionnelles sont de 8,16K€ contre 10,84K€ à fin 2022.

Le résultat avant impôt, intéressement et participation des salariés est de 7,81M€ contre 4,54M€ en 2022.

Les accords d'intéressement et participation des salariés dérogatoire signés avec les partenaires sociaux en juin 2023 permettent d'attribuer un intéressement de 0,11M€ avant charges sociales et fiscales et une participation de 0,22M€ hors charges sociales et fiscales. L'accord d'intéressement applicable en 2022 avait attribué un montant de 1,7K€ et aucune participation légale n'avait été attribuée. Le montant total de l'intéressement et de la participation dérogatoire de l'exercice 2023 y compris charges sociales et fiscales s'élève à 0,41M€.

La variation des plus-values latentes sur les OPCVM actions soumise de plein droit à imposition dans l'exercice représente un montant positif de 3,50M€ contre une variation négative de 12,47M€ en 2022. La charge d'impôt théorique qui en résulte, compte tenu du taux moyen d'imposition, s'élève à 0,90M€ contre un gain de 3,22M€ en 2022.

La CAM BTP et sa filiale ACTE IARD ont opté pour le régime de l'intégration fiscale, mécanisme de consolidation des résultats fiscaux de l'ensemble des sociétés membres d'un groupe de sociétés ayant opté pour ce régime.

Le résultat fiscal de l'intégration qui représentait un déficit de 30,47M€ en 2022 est bénéficiaire de 17,31M€ à fin 2023 après imputation du déficit reportable (18,31M€). La charge d'impôt globale qui en résulte s'élève à 4,39M€.

La CAM BTP dégage un bénéfice fiscal après imputation du déficit reportable de 24,39M€, soit un impôt sur les bénéfices de 3,10M€.

ACTE IARD dégage également un résultat fiscal bénéficiaire de 5,12M€ après imputation du déficit reportable. En 2022, ACTE IARD avait bénéficié d'un report en arrière du déficit fiscal de l'intégration à hauteur de 1,00M€, ce qui lui avait procuré un gain d'impôt de 0,27M€. La charge d'impôt sur les sociétés d'ACTE IARD en 2023 s'élève à 1,29M€.

Le déficit reportable de l'intégration à fin 2023 s'élève à 12,16M€.

### **Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 6,19M€, contre 4,81M€ en 2022.**

La société a distribué des dividendes en 2023 pour un montant total de 2,53M€, soit 33,75€ par action.

Pour la troisième fois depuis sa création, ACTE IARD est en capacité de décider de verser un dividende à ses actionnaires.

Compte tenu du report à nouveau de 45 408 264,89 euros, du résultat de l'exercice de 6 185 948,78 euros, soit un montant distribuable de 51 594 213,67 euros, il est proposé de verser un dividende de 46,17 euros par actions, soit 3 462 750 euros pour l'ensemble des 75 000 actions. Compte tenu de l'impact fiscal, ce niveau de dividende permet de compenser la charge transférée à la CAM BTP par le traité de réassurance en quote-part.

Le solde du montant distribuable sera affecté au report à nouveau pour un montant de 48 131 463,67 euros.

## **1.3.2. BILAN**

Le total du bilan de la société s'élève à 599,08M€ contre 565,07M€ en 2022.

### **1.3.2.1. ACTIF**

Le volume des placements est de 348,33M€ au 31/12/2023 contre 326,90M€ en 2022, soit une augmentation de 6,55%.

La remontée de la courbe des taux obligataires a permis de placer la quasi-totalité de la trésorerie à des placements à plus long terme. Il reste 0,37M€ en trésorerie à fin 2023 contre 0,85M€ en 2022.

Le volume des placements, y compris trésorerie, rapporté aux provisions techniques passe de 91,76% à 93,41%.

La rubrique Terrains et Constructions est de 18,32M€ nets d'amortissements contre 18,34M€ à fin 2022. Elle correspond pour 11,42M€ aux parts d'ACTE IARD dans la SCI Foncière CAMACTE créée conjointement avec la CAM BTP et aux parts dans trois Organismes de Placement Collectif Immobilier non cotés ou OPCVI (3,48M€) et dans une SCPI (3,42M€).

Les placements dans les entreprises liées de 0,10M€ (nets de provisions pour dépréciation) sont les parts d'ACTE IARD dans le capital social d'ACTE services (30 %) et d'ACOTEX (27,6 %).

Les autres placements bruts de PDD qui sont de 332,29M€ contre 310,39M€ en 2022, comprennent des obligations cotées pour 156,18M€ soit 44,84% du total des placements (46,40% en 2022), des actions et parts d'autres OPCVM pour 126,54M€ (150,59M€ en 2022), des actions et autres titres cotés pour 6,67M€ (7,71M€ en 2022), et des actions et titres non cotés pour 0,40M€. Des dépôts auprès d'établissements de crédit s'élèvent à 42,50M€ en 2023 et correspondent à des comptes à terme souscrits à des conditions financières avantageuses.

Le stock de provisions pour dépréciation est de 2,38M€ à comparer à 1,92M€ en 2022.

Les autres placements nets sont ainsi de 329,91M€ contre 308,47M€ à fin 2022.

Le portefeuille est en situation de plus-value latente à hauteur de 12,97M€ contre 0,31M€ au 31/12/ 2022. Le portefeuille relevant de l'article R343-9 est en moins-value latente pour 6,48M€ (-12,78M€ à fin 2022) et celui de l'article R343-10 en plus-value latente pour 19,45M€ (+13,10M€ à fin 2022).

La part des cessionnaires dans les provisions techniques est de 216,80M€ (205,93M€ en 2022), soit 58,08% du total des provisions techniques à comparer à un ratio de 57,66% pour l'exercice précédent.

Le montant total des créances est de 30,10M€, contre 28,53M€ en 2022.

Les créances nées d'opérations d'assurance directe de 13,64M€ (contre 13,36M€ en 2022) comprennent principalement les créances sur les coassureurs et les assurés ; le volume des créances douteuses et contentieuses (1,04M€) a augmenté de 30,39%.

Les créances sur les réassureurs externes au Groupe sont de 11,05M€ contre 6,34M€ en 2022.

Le poste « Autres créances », de 5,41M€ (8,82M€ en 2022), comprend notamment les comptes courants débiteurs internes au Groupe pour 4,49M€ (-3,31M€ par rapport à 2022 dont +0,76M€ avec le GIE CAMACTE et +3,64M€ avec la CAM BTP dans le cadre de l'intégration fiscale).

Le poste « Autres actifs » de 0,44M€ comprend les actifs corporels d'exploitation pour un montant de 0,07M€, et les comptes courants bancaires pour un montant de 0,37M€ (0,85M€ à fin 2022).

Les comptes de régularisation, de 3,40M€ (2,80M€ en 2022), comprennent notamment les coupons courus non échus pour 1,71M€ (1,28M€ en 2022), les frais d'acquisition reportés pour 0,97M€ (0,95M€ en 2022) et les autres comptes de régularisation qui comprennent principalement les surcotes des obligations pour 0,64M€ (0,51M€ à fin 2022), à savoir la différence entre le prix d'acquisition hors intérêts courus et le prix de remboursement du titre qui est amorti sur la durée restant à courir.

### **1.3.2.2. PASSIF**

Les capitaux propres de la Société, y compris le résultat de l'exercice de 6,19M€ et avant distribution de dividendes, sont de 72,20M€ contre 68,55M€ au 31/12/2022.

Le capital social de la Société est de 11,43M€, sans changement par rapport à 2022.

Le report à nouveau après affectation du résultat de l'exercice 2022 est créditeur de 45,41M€.

Les autres réserves sans changement par rapport à 2022, sont de 9,17M€.

Les provisions techniques brutes sont de 373,30M€ contre 357,17M€ en 2022.

Les provisions de sinistres nettes de prévisions de recours sont de 354,94M€ (+5,18% par rapport à 2022), dont 84,96M€ pour les provisions pour sinistres non encore manifestés afférentes aux garanties obligatoires de l'assurance construction (+9,65% par rapport à 2022).

Les provisions de primes non acquises sont de 6,72M€, contre 6,41M€ en 2022.

Des provisions de sinistres dites prudentielles, non déductibles fiscalement, dont l'objet est d'absorber une éventuelle augmentation future de la sinistralité représentent 13,20M€ sans changement en 2023. Ces provisions sont en majorité affectées aux branches Automobile, Responsabilité décennale, dommages-ouvrage et responsabilité civile.

Les autres provisions techniques (principalement provisions pour participation aux bénéfices en dommages corporels et provisions pour égalisation) s'élèvent à 3,37M€ et sont en baisse de 9,81%.

Les provisions mathématiques des rentes en service sont de 7,97M€ et diminuent de 11,91%. Aucune rente nouvelle n'a été constituée dans l'exercice.

Les dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires, de 130,05M€, en hausse de 6,67%, comprennent essentiellement les dépôts effectués par la CAM BTP en représentation de ses

engagements dans les provisions techniques d'ACTE IARD, dans le cadre du traité de réassurance en quote-part.

Les provisions pour risques et charges sont en augmentation de 0,87% par rapport à 2022 pour un montant de 0,65M€.

Les autres dettes ressortent à 22,87M€ contre 16,78M€ à fin 2022.

Parmi celles-ci figurent les comptes courants créditeurs avec les assurés, les courtiers et les coassureurs pour 7,00M€ (7,07M€ à fin 2022). Les comptes courants créditeurs des réassureurs s'élèvent à 8,85M€ (5,12M€ à fin 2022).

Les dettes hors assurance représentent 4,97M€ contre 4,02M€ à fin 2022.

Les frais de personnel font apparaître une dette de 0,46M€ correspondant pour partie aux provisions de congés payés pour 0,12M€, 0,11M€ au titre de l'intéressement et 0,22M€ au titre de la provision pour participation des salariés. En l'absence de participation en 2022, ce poste ne comportait que les provisions pour congés à payer et l'intéressement, soit un total de 0,14M€.

La dette envers l'État et les organismes de sécurité sociale (0,46M€ soit +1,51% par rapport à 2022) comprend, entre autres, des taxes diverses dont celles relatives aux charges sociales et taxes assises sur les salaires (0,13M€ et -15,80% par rapport à 2022), les taxes sur les conventions d'assurance (0,16M€ et -32,43% par rapport à 2022), des taxes diverses (0,08M€) et les charges sociales et fiscales sur l'intéressement et la provision pour participation des salariés (0,08M€).

Le poste créanciers divers de 4,06M€ (3,43M€ en 2022) comprend notamment les comptes courants créditeurs internes au Groupe qui passent de 1,44M€ à 2,75M€,

Ce poste enregistre également la variation du compte courant avec la Société PROTEC à laquelle avait été transféré le portefeuille des risques incendie et automobile des particuliers du BTP en 2004. Le solde du compte PROTEC au 31/12/2023 s'élève à 0,05M€ comme à fin 2022.

Les comptes de régularisation au passif enregistrent les décotes sur les obligations, à savoir l'écart de prix entre leur valeur d'achat et leur valeur de remboursement, qui est amorti sur la durée restant à courir. Elles sont nulles comme à fin 2022.

Le poste fournisseurs inclus dans la ligne créanciers divers s'élève à 57,5K€ à fin 2023 (+51,28% par rapport à 2022).

L'article L.441-6-1 du Code de commerce prévoit que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes communiquent des informations sur les délais de paiement de leurs fournisseurs et de leurs clients professionnels.

Pour l'application de l'article L. 441-6-1, l'article D.441-4 du même code précise que les sociétés présentent dans le rapport de gestion les informations devant figurer sur les factures émises ou reçues. L'arrêté du 20 mars 2017 impose la communication de ces informations sous la forme d'un tableau (annexe 4-J de l'article A.441-1-1, sous l'article A.441-2 du Code de commerce).

Les opérations d'assurance (encaissement des primes, gestion des sinistres) sont régies par le code des assurances qui définit leurs conditions d'exécution. Les obligations issues de l'article L.441-6-1 qui relèvent du régime commun du Code de commerce ne sauraient trouver à s'appliquer à une relation liée à une opération d'assurance ou de réassurance qui relève d'un droit spécial. De la même manière, les opérations directement liées au contrat d'assurance ou de réassurance, par exemple les opérations avec les intermédiaires d'assurance, relèvent du droit spécial de l'assurance.

ACTE IARD est cliente de fournisseurs de biens et de services pour lui permettre de mener à bien la gestion de ses opérations d'assurance, aussi les tableaux ci-dessous ne présentent que les éléments relatifs aux factures reçues de la part de ceux-ci (montants en euros).

| <b>Factures non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu</b> |                    |              |               |               |                  |                        |
|---|--------------------|--------------|---------------|---------------|------------------|------------------------|
|   | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| Nombre de factures concernées   | 0                  | 3            | 0             | 0             | 0                | 3                      |
| Montant total des factures concernées   | 0                  | 470,8        | 0             | 0             | 0                | 470,8                  |
| % du montant total des achats de l'exercice   | 0                  | 0,05         | 0             | 0             | 0                | 0,05                   |
| Nombre de factures exclues  |                    |              |               |               |                  | 0                      |
| Montant total des factures exclues  |                    |              |               |               |                  | 0                      |
| <b>Factures avant connu un retard de paiement au cours de l'exercice</b>              |                    |              |               |               |                  |                        |
|   | 0 jour (indicatif) | 1 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 90 jours | 91 jours et plus | Total (1 jour et plus) |
| Nombre de factures concernées   | 536                | 21           | 3             | 1             | 1                | 26                     |
| Montant total des factures concernées   | 858 297,78         | 27 586,46    | 446,35        | 21 919,20     | 250,59           | 50 202,60              |
| % du montant total des achats de l'exercice   | 94,47              | 3,04         | 0,05          | 2,41          | 0,03             | 5,53                   |
| Nombre de factures exclues  |                    |              |               |               |                  | 0                      |
| Montant total des factures exclues  |                    |              |               |               |                  | 0                      |

### 1.3.3. EXAMEN DES DIFFÉRENTES BRANCHES D'ACTIVITÉ

Il est rappelé que conformément au nouveau plan comptable, la charge des prestations déterminée dans l'état C1 comprend les frais de gestion internes relatifs aux services sinistres.

Les ratios S/C indiqués sont calculés sur la base de l'état C1.

Le rapport global Sinistres / Primes hors acceptations, brut de réassurance (hors branches gérées en capitalisation) est de 0,64 au 31 décembre 2023 contre 0,78 au 31 décembre 2022.

Le ratio combiné des affaires directes, comprenant les frais de gestion, avant réassurance (hors branches gérées en capitalisation) est de 0,85 en 2023 contre 0,99 en 2022.

L'évolution des résultats des différentes branches doit être analysée au regard de l'évolution des primes et des sinistres, mais également des produits financiers qui leur sont affectés en fonction du volume de primes et de provisions techniques.

Les produits financiers alloués au résultat technique sont de 6,57M€ contre 5,06M€ à fin 2022.

#### 1.3.3.1. DOMMAGES CORPORELS

Le chiffre d'affaires acquis à l'exercice de cette branche est de 3,03M€ en augmentation de 0,37% par rapport à 2022. Les contrats en coassurance avec la SAFBTP contribuent pour 2,81M€ aux primes acquises de cette branche et augmentent de 1,84% par rapport à 2022.

La charge des prestations est de 2,65M€ contre 2,74M€ en 2022, soit une baisse de 3,32%. La charge des prestations des contrats en coassurance avec la SAFBTP a diminué de 1,26% pour atteindre 2,43M€.

Le rapport sinistres à primes est de 0,87 contre 0,91 en 2022. Le ratio combiné est quant à lui de 0,88 contre 0,92 l'année précédente.

Les produits financiers alloués à cette branche sont de 0,02M€ (+33,80% par rapport à fin 2022).

Les réassureurs se voient transférer une perte de 2,3K€ contre -4,3K€ en 2022.

Le résultat technique est un bénéfice de 0,37M€ contre 0,27M€ à fin 2022.

#### 1.3.3.2. AUTOMOBILE

Les affaires nouvelles, en valeur annualisée, sont de 1,82M€ en 2023, contre 2,26M€ en 2022. En 2023, 43% de celles-ci proviennent de contrats flottes automobiles contre 48% en 2022. La production de contrats mono véhicule a diminué de 11,93% par rapport à 2022 pour se situer à 1,04M€. Le portefeuille

de contrats mono véhicule a progressé de 3% avec une valeur annualisée de 6,15M€ et représente désormais 10 439 contrats (10 523 à fin 2022).

La production de contrats mono véhicules à partir de l'extranet courtiers a baissé avec 1 042 contrats en 2023 contre 1 087 en 2022, pour un volume de primes annualisées de 0,53M€ (-0,26% par rapport à 2022). On observe une augmentation de la prime moyenne des affaires souscrites dans l'exercice de 4,04%, la prime moyenne des affaires en portefeuille s'établissant désormais à 536 euros (516€ en 2022).

Le portefeuille de contrats automobile mono-véhicule souscrits par Extranet à fin 2023 représente 2,91M€ de primes pour 5 439 contrats contre 2,79M€ et 5 412 contrats à fin 2022.

Le nombre de véhicules professionnels (en flottes et hors flottes) diminue de 7,90% (23 028 unités) et celui des voitures particulières de 2,61% (8 202 unités). Le nombre de 2 roues (hors flottes) a diminué de 19,53% à 136 unités.

Le nombre total de véhicules assurés passe de 33 426 à fin 2022 à 31 230 au 31/12/2023, soit -6,57%.

Les primes acquises à l'exercice sont de 15,70M€, contre 16,39M€ en 2022, soit une baisse de 4,15%.

La charge des prestations est de 11,32M€ contre 21,88M€ en 2022, soit une diminution de 10,56M€. L'exercice 2022 avait supporté un mali de près de 7,5M€ sur un sinistre corporel survenu en 2021.

Le nombre de sinistres déclarés a diminué de 15,84% entre 2022 et 2023, en liaison avec les différents événements climatiques de l'été 2022. Comme en 2022, un sinistre supérieur à 160K€ a été déclaré au cours de l'exercice 2023. La charge de ce sinistre est estimée à 0,21M€ pour 2023 contre 0,51M€ en 2022. L'aggravation de certains sinistres antérieurs, principalement corporels, pèse sur la charge de prestations pour 0,12M€ (+7,73M€ en 2022).

Le rapport Sinistres à Primes est de 0,72 contre 1,34 en 2022. Le ratio combiné est de 0,93 contre 1,54 en 2022.

Le solde de réassurance représente un transfert de bénéfice technique aux réassureurs de 2,26M€ contre des pertes de 5,79M€ en 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,96M€ contre 0,66M€ en 2022.

Le résultat technique de la branche Automobile est une perte de 0,17M€ contre -2,39M€ en 2022.

### **1.3.3.1. DOMMAGES AUX BIENS**

Cet ensemble comprend les dommages aux biens particuliers, professionnels et le bris de machines.

L'ensemble de la branche avait subi les événements climatiques de l'été 2022, notamment l'épisode de grêle de juin. Le nombre de sinistres déclarés dans cette branche diminue de 1,09%.

Le volume de primes acquises de l'ensemble de la branche Dommages aux biens est de 16,10M€, contre 15,36M€ en 2022, soit une augmentation de 4,84%.

La charge des prestations est de 15,27M€ contre 9,72M€ en 2022.

Le coût de la réassurance pour les événements tempête pèse lourdement sur les comptes de cette branche. Les réassureurs se voient transférer des pertes techniques de 0,19M€ contre des bénéfices de 2,82M€ en 2022. Cinq dossiers significatifs supérieurs à 160K€ ont été déclarés en 2023 contre deux en 2022 (pour une charge totale de 1,39M€). Trois sont d'environ 200K€, un est estimé à 1,2M€ et enfin un incendie de supermarché parisien est évalué à 5,5 M€, soit un total de 7,29M€, soit plus de la moitié de la charge de l'exercice. La charge de l'exercice au titre des sinistres antérieurs à l'exercice dégage un mali de 0,72M€ contre un boni de 0,08M€ à fin 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,42M€ contre 0,31M€ en 2022.

Au total, le résultat technique de l'ensemble dommages aux biens est une perte de 2,67M€ contre -0,83M€ en 2022.

Les cotisations acquises de la branche Dommages aux biens des particuliers (Multirisques Habitation) progressent de 0,88% à 6,88M€. Le portefeuille passe de 8,36M€ à fin 2022 à 8,58M€ à fin 2023.

La charge des prestations passe de 5,07M€ à 4,31M€, soit une diminution de 14,98%.

Le rapport sinistres à primes est de 0,63 contre 0,74 en 2022. Le ratio combiné s'élève à 0,92 contre 1,04 en 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,21M€ contre 0,15M€ à fin 2022.

Les réassureurs reçoivent un bénéfice technique de 1,39M€ contre +1,25M€ en 2022.

Le résultat technique des dommages aux biens particuliers est une perte de 0,66M€ contre -1,38M€ en 2022.

Les primes acquises de la branche Dommages aux biens professionnels (Incendie et Bris de machines) augmentent de 8,01% à 9,22M€. Le portefeuille correspondant progresse de 10,77% à fin 2023 pour s'établir à 9,21M€.

La charge des prestations en Dommages aux biens professionnels s'accroît de 135,64% à 10,96M€, soit un rapport Sinistres à Primes de 1,19 contre 0,54 à fin 2022. Le ratio combiné est de 1,41 contre 0,77 à fin 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,16M€ contre 0,18M€ en 2022.

Les réassureurs se voient transférer des pertes techniques de 1,58M€ contre un bénéfice de 1,56M€ en 2022.

Le résultat technique des Dommages aux biens professionnels est une perte de 2,02M€ contre +0,55M€ en 2022.

### **1.3.3.2. RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE**

Le volume des affaires nouvelles de cette branche (RC bâtiment + RC hors bâtiment + RC Fabricant/Négociant) représente 0,73M€ contre 1,04M€ en 2022.

Les primes acquises de l'exercice 2023 ressortent à 21,35M€, contre 18,55M€ en 2022, soit une augmentation de 15,14%.

La charge des prestations avant réassurance diminue de 4,53% à 11,60M€ contre 12,15M€ en 2022.

En 2022, trois sinistres significatifs supérieurs à 160K€ avaient été déclarés pour une charge de 1,88M€. Un seul sinistre est survenu en 2023 ; il est estimé à 0,20M€ à la fin de l'exercice. Quelques malis ont été constatés sur des dossiers importants ouverts antérieurement pour un total de 0,41M€ contre 0,28M€ en 2022.

Le rapport sinistres à primes s'élève à 0,54 contre 0,66 en 2022 et le ratio combiné est de 0,75 contre 0,86 l'année précédente.

Les réassureurs se voient transférer des bénéfices techniques de 3,14M€ contre 2,31M€ en 2022.

Les produits financiers alloués sont de 1,32M€ contre 1,00M€ en 2022.

Le résultat technique est positif de 3,61M€ contre +1,31M€ en 2022.

### **1.3.3.3. DIVERS**

Dans le poste « divers » on retrouve les branches Transport, Protection Juridique, Assistance et Pertes pécuniaires.

L'assurance de la protection juridique présente des primes acquises de 1,31M€ en hausse de 7,12% par rapport à 2022.

La charge des prestations est une charge de 86,04K€ contre un produit de 2,61K€ en 2022.

Les produits financiers alloués à cette branche représentent 0,01M€.

Les réassureurs bénéficient d'un transfert de bénéfice technique de 0,04M€, en baisse de 14,33% par rapport à 2022.

Le résultat technique de cet ensemble baisse de 1,04% pour atteindre 0,90M€.

L'assurance Licenciement-Retraite présente des primes de 19,02K€, en baisse de 19,02% par rapport à 2022. Rappelons que ce produit est en run-off depuis 2011 et que les variations de primes émises sont étroitement liées à la variation des salaires servant d'assiette de calcul.

La charge des prestations qui était de 8,59K€ en 2022 est de 1,97K€ en 2023.

Les produits financiers alloués à cette branche ne sont pas significatifs.

Les réassureurs font l'objet d'un transfert de bénéfice technique de 9,74K€, en hausse de 39,56% par rapport à 2022.

Le résultat technique de cet ensemble est un produit de 1,56K€ contre 1,12K€ en 2022.

L'activité d'assistance est liée au produit Véhi Pro pour lequel ACTE IARD est assureur et FIDELIA, réassureur en quote-part, est gestionnaire des sinistres. Les primes acquises à l'exercice se sont élevées à 57,46K€, en hausse de 33,21% par rapport à 2022. La charge de prestations est de 20,27K€ contre 10,76K€ à fin 2022. Après déduction de 12,21K€ de frais, affectation de 0,21K€ de produits financiers et transfert de 10,98K€ de bénéfice technique au réassureur, le résultat technique s'établit à 14,21K€ contre 10,52K€ à fin 2022.

Pour la branche catastrophes naturelles, les primes augmentent de 6,60% à 1,99M€ et la charge de sinistres passe de 0,04M€ en 2022 à 0,16M€ en 2023.

Il convient de rappeler que seuls sont pris en charge par cette branche les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre. ACTE IARD a été peu impactée par les événements climatiques.

Les produits financiers alloués sont de 0,01M€, en augmentation de 17,78% par rapport à 2022.

Les réassureurs bénéficient d'un transfert de bénéfice technique de 0,90M€ en augmentation de 5,39% par rapport à 2022.

Le résultat technique est un bénéfice de 0,66M€ contre 0,71M€ en 2022.

Quant à la branche transport, elle reste peu significative pour la Société et représente des primes de 0,21M€ (-1,32% par rapport à 2022), des prestations de 0,03M€ (+20,47%) et un résultat technique de 0,12M€ en diminution de 2,12% par rapport à 2022.

Au total la branche « divers » présente un chiffre d'affaires de 3,60M€, en hausse de 6,45% par rapport à 2022, une charge de prestations de 0,30M€ (+278,86%) et un bénéfice technique de 1,70M€ contre 1,76M€ en 2022. Les réassureurs se voient transférer un bénéfice technique de 0,99M€ contre 0,96M€ en 2022.

**Le résultat technique des branches hors construction (y compris branche Transport) dégage un bénéfice technique de 2,83M€ contre +0,12M€ en 2022, avec des produits financiers de 2,74M€ (+36,10% par rapport à 2022) pour un chiffre d'affaires de 59,78M€ contre 56,70M€ en 2022.**

#### **1.3.3.4. ASSURANCE CONSTRUCTION (Garanties obligatoires et facultatives)**

Ce chapitre traitera de façon distincte les garanties obligatoires de l'assurance construction, qui sont gérées en capitalisation et donnent lieu à l'évaluation de sinistres futurs, et les garanties facultatives, qui sont gérées en répartition.

Les affaires nouvelles réalisées en 2023 au titre des garanties responsabilité décennale, sont de 0,02M€, auxquelles il convient d'ajouter de l'ordre de 60 % des affaires nouvelles correspondant aux contrats « Globale » qui regroupent des garanties RC et RD (2,73M€), soit un total de 1,66M€ contre 1,47M€ en 2022.

La production en contrats ponctuels (dommages ouvrage et Tous Risques chantiers) s'est élevée à 0,21M€ contre 0,38M€ en 2022.

Le nombre de sinistres déclarés en 2023 au titre des garanties de l'assurance construction a augmenté de 3,52% après une diminution de 1,93% en 2022.

##### **➤ Garanties obligatoires**

Les primes acquises correspondant aux garanties obligatoires RD et DO sont de 17,10M€ en 2023, contre 14,94M€ en 2022, soit une augmentation de 14,51%.

### **Responsabilité décennale (garanties obligatoires)**

Les primes acquises des contrats Responsabilité Décennale ressortent à 16,93M€, contre 14,65M€ en 2022, soit une augmentation de 15,59%.

La charge des prestations est de 22,15M€ contre 19,91M€ en 2022, soit une augmentation de 11,22%. Deux sinistres supérieurs à 160K€ ont été déclarés en 2023 et représentent 1,00M€ de charge pour l'exercice (un sinistre pour 0,50M€ en 2022). La charge des sinistres majeurs de la branche RD déclarés antérieurement (hors Globale) a dégagé des malis de 2,28M€ en 2023 contre 1,66M€ en 2022.

Les mesures de surveillance du portefeuille et les règles de souscriptions instaurées en 2002 continuent d'être appliquées strictement.

Les produits financiers alloués sont de 3,07M€ contre 2,40M€ en 2022.

Les réassureurs se voient transférer des pertes techniques de 5,50M€ contre -5,58M€ en 2022.

Les garanties obligatoires de la branche RD dégagent une perte technique de 0,05M€, contre -0,26M€ en 2022.

### **Dommages ouvrage (garanties obligatoires)**

Le chiffre d'affaires acquis à l'exercice afférent aux polices Dommages ouvrage est de 0,17M€ en baisse de 40,54% par rapport à 2022.

La charge de prestations est de 0,93M€ contre un produit de 0,19M€ en 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,13M€ en baisse de 3,61% par rapport à 2022.

Les réassureurs se voient transférer un bénéfice technique de 50,09K€ contre 656,89K€ en 2022.

Le résultat technique des garanties obligatoires de la branche DO est une perte de 0,76M€ contre -0,09M€ en 2022.

### **Garanties facultatives**

Les primes acquises à l'exercice afférentes aux garanties facultatives de l'assurance Construction, qui étaient de 5,33M€ en 2022, sont de 6,17M€ en 2023.

La charge des prestations est de 1,01M€ contre 1,94M€ en 2022.

Les produits financiers alloués sont de 0,62M€ contre 0,51M€ en 2022.

Les réassureurs se voient transférer un bénéfice technique de 1,74M€ contre +1,92M€ en 2022.

Les garanties facultatives de l'assurance construction dégagent un solde positif de 2,73M€ contre +0,89M€ en 2022.

### **Synthèse sur l'assurance construction**

Les garanties obligatoires et facultatives de l'assurance construction contribuent pour 23,27M€ au chiffre d'affaires de la société (+14,84% par rapport à 2022) soit 28,02% des primes émises directes (26,33% en 2022).

Les sinistres en assurance construction ont une durée de gestion longue et les équilibres techniques ne peuvent pas s'envisager sans produits financiers : leur contribution est ainsi de 3,82M€ contre 3,04M€ à fin 2022.

L'assurance construction - garanties obligatoires et garanties facultatives - dégage un résultat technique positif de 1,91M€ contre +0,54M€ à fin 2022.

La plus grande prudence est de mise pour ces garanties à cycle long.

### **1.3.3.5. ACCEPTATIONS**

La société n'accepte que des risques issus de Groupements (ASSURPOL – risques d'atteintes à l'environnement et GAREAT – attentats et actes de terrorisme).

Les primes acquises à l'exercice sont de 0,24M€ en hausse de 23,69% par rapport à 2022.

La charge de prestations est un gain de 9,07K€ contre une charge de 8,94K€ en 2022.

Le résultat technique présente un bénéfice de 0,24M€ contre 0,18M€ en 2022.

## **1.3.4. RÉSULTATS DES FILIALES**

### **1.3.4.1. ACTE services**

ACTE IARD détient 30% du capital d'ACTE services dont les fonds propres sont de 784,35K€ avant résultat de l'exercice.

Cette société a une activité de courtage d'assurance, plaçant notamment auprès des compagnies extérieures des affaires que notre Groupe ne souhaite pas souscrire. Elle n'a pas de stratégie de développement en dehors de cet objectif d'accompagnement des sociétaires de la CAM BTP.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 9,63% 2023 par rapport à l'exercice 2022 pour atteindre 45,62K€.

Le résultat pour 2023 est un bénéfice de 41,24K€ contre 21,61K€ en 2022.

### **1.3.4.2. ACOTEX**

ACTE IARD détient 27,6% du capital d'ACOTEX dont les fonds propres sont de 130,51K€ avant résultat de l'exercice.

La Société réalise des expertises construction exigeant l'agrément de la CACRAC. Le nombre de missions réalisées en 2023 a retrouvé un bon niveau après une année 2022 en demi-teinte.

Le chiffre d'affaires 2023 est de 226,10K€, en progression de 19,27% par rapport à 2022 et le résultat est un bénéfice de 18,56K€ (-10,20K€ à fin 2022).

## **1.3.5. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE**

La guerre entre la Russie et l'Ukraine déclenchée le 24 février 2022 continue de préoccuper les pays occidentaux ainsi que le conflit entre Israël et le Hamas engagé en octobre 2023.

Ces deux événements n'ont pas eu d'incidences directes sur les activités des entités du Groupe CAM.

La société surveille avec attention les éventuels effets négatifs de ces événements sur ses activités et résultats et notamment :

- l'impact opérationnel sur ses affaires,

- les conséquences d'une dégradation de l'environnement macro-économique notamment sur les affaires nouvelles et le chiffre d'affaires,
- les variations de la valeur des actifs et des conditions financières.

### 1.3.6. PERSPECTIVES

Les fonds propres de la société, certes en augmentation, doivent encore progresser pour faire face à un renversement de tendance au niveau technique et accroître le niveau de conservation des risques.

La société doit continuer à développer ses activités hors BTP et ainsi favoriser la diversification des risques tout en faisant preuve d'une rigueur de gestion et de souscription lui permettant de dégager des résultats techniques bénéficiaires

## 2. ANNEXES

### RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE ACTE IARD AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| ÉLÉMENTS (en K€)  | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>  |        |        |        |        |        |
| ▪ Capital social  | 11 434 | 11 434 | 11 434 | 11 434 | 11 434 |
| ▪ Nombres d'actions ordinaires existantes   | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 75 000 | 75 000 |
| ▪ Nombres d'actions à dividendes prioritaires   |        |        |        |        |        |
| ▪ Nombre maximal d'actions facturées à créer  |        |        |        |        |        |
| ▪ par conversion d'obligations  |        |        |        |        |        |
| ▪ par exercice de droits de souscription  |        |        |        |        |        |
| <b>OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>   |        |        |        |        |        |
| ▪ Chiffre d'affaires hors taxes   | 58 019 | 57 830 | 69 905 | 77 155 | 83 298 |
| ▪ Résultat avant impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions                          | 4 824  | 3 479  | 5 851  | 4 547  | 7 711  |
| ▪ Impôts sur les bénéfices  | 2 711  | 1 769  | 2 465  | -265   | 1 294  |
| ▪ Participation des salariés  | 203    | 0      | 140    | 0      | 223    |
| ▪ Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions         | 1 905  | 1 710  | 3 247  | 4 806  | 6 186  |
| ▪ Résultat distribué  |        |        | 526    | 0      | 2 531  |
| <b>RÉSULTAT PAR ACTIONS</b>   |        |        |        |        |        |
| ▪ Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et aux provisions | 25,45  | 22,80  | 43,29  | 64,08  | 83,00  |
| ▪ Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions         | 25,40  | 22,81  | 43,30  | 64,08  | 82,48  |
| ▪ Dividende attribué à chaque action  |        |        | 7,01   |        | 33,75  |
| <b>PERSONNEL</b>  |        |        |        |        |        |
| ▪ Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice   | 21     | 25     | 24     | 23     | 23     |
| ▪ Montant de la masse salariale de l'exercice   | 947    | 1 133  | 1 087  | 1 048  | 925    |
| ▪ Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice                                     | 401    | 494    | 470    | 467    | 383    |

# RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 12 juin 2024

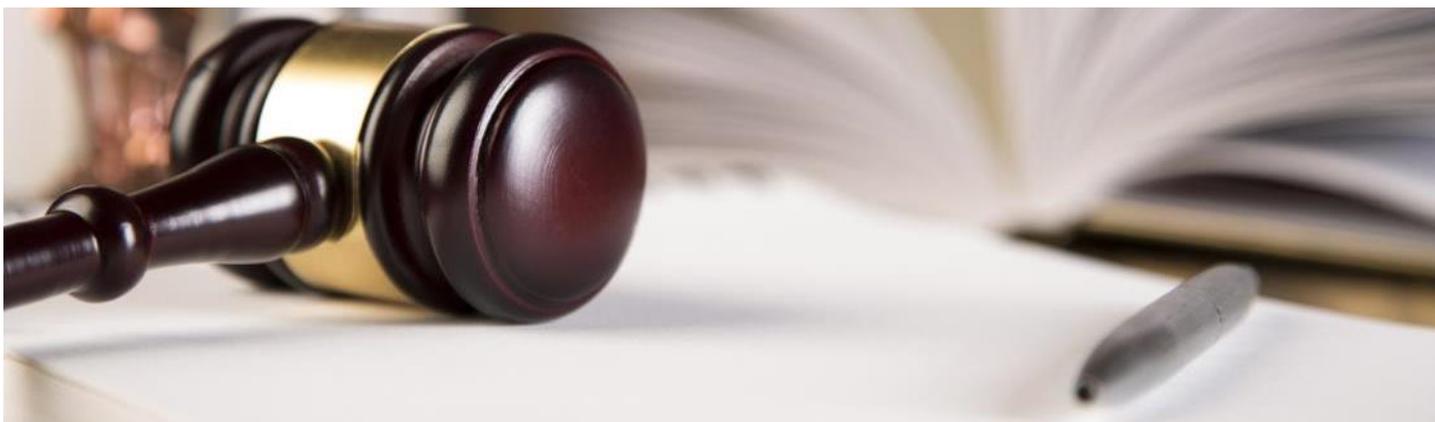
EXERCICE 2023

présenté par M. Franck FAVRE,  
Président du Conseil de Surveillance

*Mesdames et Messieurs,*

*L'article L225-68 du code de commerce prévoit que le conseil de surveillance présente à l'assemblée générale annuelle un rapport sur le gouvernement d'entreprise joint au rapport de gestion mentionné au même article. Ce rapport inclut les informations, le cas échéant adaptées aux sociétés à conseil de surveillance, mentionnées aux articles L. 225-37-3 à L. 225-37-5, ainsi que les observations du conseil de surveillance sur le rapport du directoire et sur les comptes de l'exercice.*

*Le Conseil de Surveillance d'ACTE IARD vous expose ci-après son rapport sur le gouvernement d'entreprise élaboré conformément aux dispositions de l'article L225-37-4 du code de commerce.*



# 1. INFORMATION SUR LA VIE JURIDIQUE DE LA SOCIÉTÉ

## 1.1. CAPITAL

ACTE IARD est une société anonyme d'assurance à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 11 433 676,29 euros fondée en 1985 et inscrite au Registre de Commerce des Sociétés de Strasbourg sous le n° B 332 948 546.

Le capital de la Société, intégralement libéré, n'a pas été modifié au cours de l'exercice 2023.

La répartition du capital d'ACTE IARD au 31 décembre 2023 est la suivante :

| ACTIONNAIRES  | NOMBRE D'ACTIONS | % DU CAPITAL  |
|---|------------------|---------------|
| CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS  | 74 878           | 99,84         |
| SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS | 75               | 0,10          |
| ACTE VIE  | 2                | 0,00          |
| DIVERSES PERSONNES PHYSIQUES                                    | 45               | 0,06          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>75 000</b>    | <b>100,00</b> |

## 1.2. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

### 1.2.1. CONSEIL DE SURVEILLANCE :

La composition du Conseil de Surveillance de la Société est actuellement la suivante :

**PRÉSIDENT :** M. Franck FAVRE

**VICE-PRÉSIDENT :** M. Gérard MOYSE, Président honoraire de la CAM BTP

**MEMBRES :** la CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, représentée par M. Alain ALBIZATI

La SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, représentée par M. Vincent FIGARELLA

M. JEAN BOONEN

## 1.2.2. DIRECTOIRE :

La composition du Directoire de la Société est actuellement la suivante :

**PRÉSIDENT :** M. Michel GAERTNER

**MEMBRE :** M. Raphaël DILLINGER

## 2. INFORMATION RELATIVE AUX MANDATS OU FONCTIONS EXCERCÉS DANS D'AUTRES SOCIÉTÉS

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice.

| <b>Prénom NOM<br/>Fonction au sein d'ACTE IARD</b>              | <b>Fonction au sein d'autres sociétés</b>   |
|---|---|
| M. Franck FAVRE<br>Président<br>du Conseil de Surveillance      | <ul style="list-style-type: none"><li>Président de la CAM BTP</li><li>Président du conseil de surveillance de la société ACTE VIE</li><li>Administrateur de la SGAM BTP</li><li>Président de la SAS ARKEDIA OLRV (OLRY ERNEST ET CIE)</li></ul>   |
| M. Gérard MOYSE<br>Vice-Président<br>du Conseil de Surveillance | <ul style="list-style-type: none"><li>Président honoraire du conseil d'administration de la CAM BTP</li><li>Vice-président du Conseil de Surveillance de la société ACTE VIE</li><li>Administrateur du Groupe 1000 SA</li><li>Président de MOYSE DEVELOPPEMENT</li></ul>  |
| M. Alain ALBIZZATI<br>Représentant permanent<br>de la CAM BTP   | <ul style="list-style-type: none"><li>Vice-président du Bureau du Conseil d'Administration de la CAM BTP</li><li>Représentant permanent de la CAM BTP au Conseil de Surveillance d'ACTE VIE</li><li>Président de la SAS ALBIZZATI</li></ul>   |
| M. Jean BOONEN<br>Membre<br>du Conseil de Surveillance          | <ul style="list-style-type: none"><li>Représentant permanent de la CAM BTP aux CA de la SMABTP, de la SMAvie BTP, de l'Auxiliaire et de l'Auxiliaire vie</li><li>Membre du Conseil de Surveillance d'ACTE VIE</li></ul>   |
| M. Vincent FIGARELLA<br>Représentant permanent<br>de la SMABTP  | <ul style="list-style-type: none"><li>Directeur SMA Courtage, entité de SMA SA</li></ul>  |
| M. Michel GAERTNER<br>Président du Directoire                   | <ul style="list-style-type: none"><li>Président du directoire d'ACTE VIE</li><li>Président du conseil d'administration d'ACOTEX et d'ACTE services</li><li>Directeur Général de la CAM BTP</li><li>Directeur général délégué de la SGAM BTP</li><li>Représentant permanent de la CAM BTP au Conseil de Surveillance de SMA SA</li></ul>                         |
| M. Raphaël DILLINGER<br>Membre du Directoire                    | <ul style="list-style-type: none"><li>Directeur Général Adjoint de la CAM BTP</li><li>Membre du Directoire d'ACTE VIE</li><li>Représentant permanent d'ACTE VIE dans la société ACTE services</li><li>Représentant permanent d'ACTE IARD dans la société ACOTEX</li><li>Représentant permanent de la CAM BTP au Conseil de Surveillance de PROTEC BTP</li></ul> |

## 3. INFORMATION RELATIVE AUX CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

### 3.3. CONVENTIONS AUTORISÉES AU COURS DE L'EXERCICE (ART. L 225-88) :

---

Néant.

### 3.4. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET QUI SE SONT POURSUIVIES AU COURS DU DERNIER EXERCICE (R 225-57) :

---

- Convention d'avance en compte courant non rémunérée avec la SCI FONCIERE CAMACTE autorisée le 7 décembre 2016. Le montant de l'avance à la clôture de l'exercice s'élève à 11 418 061,95 €.
- Le Groupement d'Intérêt Économique CAMACTE, constitué entre notre société, la CAM BTP et les sociétés ACTE VIE, ACTE Services et ACOTEX et qui gère l'ensemble des frais généraux du groupe CAMACTE, à l'exception des services commerciaux et de la direction générale, nous a décompté des charges pour un montant de 7 764 787,16 €.
- Le groupement de moyens existant entre notre société, la CAM BTP et les sociétés ACTE VIE et ACTE Services nous a décompté pour la gestion des services commerciaux, des charges à prix coûtant à hauteur de 1 943 088,57 €.
- La couverture des provisions techniques par la CAM BTP au titre des traités de réassurance continue à s'effectuer en espèces moyennant un taux d'intérêt fixé pour l'exercice à 1,50%. La charge d'intérêts comptabilisée par notre société au cours de l'exercice s'élève à 1 828 465,21 €.

Les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance concernés par ces conventions sont :

- M. Franck FAVRE, Président du Conseil de Surveillance de notre société et de celui d'ACTE VIE, Président du Conseil d'Administration de la CAM BTP
- M. Jean BOONEN, Membre du Conseil de Surveillance de notre société et de celui d'ACTE VIE, Vice-président de la CAM BTP
- M. Gérard MOYSE, Président honoraire de la CAM btp, Vice-président du Conseil de Surveillance de notre société et de celui d'ACTE VIE,
- M. Alain ALBIZATI, Vice-président de la CAM BTP, représentant permanent de la CAM BTP à notre Conseil de Surveillance et à celui d'ACTE VIE,
- M. Michel GAERTNER, Directeur Général de la CAM BTP, Président du Directoire de notre société et de celui d'ACTE VIE, et Président des Conseils d'Administration d'ACTE Services et d'ACOTEX.

- M. Raphaël DILLINGER, Directeur Général Adjoint de la CAM BTP, membre du Directoire de notre société et de celui d'ACTE VIE, administrateur représentant permanent d'ACTE VIE dans la société ACTE Services et d'ACTE IARD dans la société ACOTEX.

## 4. OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE RAPPORT DU DIRECTOIRE ET SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE.

*Conformément à l'article R.322-54-1 du Code des Assurances, le Conseil de Surveillance d'une société d'assurance est amené à présenter à l'Assemblée Générale ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.*

*L'article L225-68 du Code de Commerce prévoit que ces observations figurent dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise d'une société à Directoire et Conseil de surveillance.*

Le Conseil de Surveillance s'est réuni régulièrement au cours de l'exercice 2023 pour accomplir la mission de contrôle qui lui a été confiée par l'Assemblée des actionnaires.

Chaque mois est remis au Président du Conseil de Surveillance un rapport comportant des éléments statistiques relatifs à l'activité de la société : primes émises, charge de sinistres et résultats techniques par branche, affaires nouvelles réalisées, évolution du nombre de contrats et de sinistres, indicateurs de la comptabilité clients, frais de gestion, activité financière.

Le rapport de gestion du directoire sur les comptes de l'exercice 2023 a été présenté au Conseil de surveillance le 2 avril 2024.

Le Conseil a étudié les principaux postes du bilan et du compte de résultat.

Il a pris connaissance des conclusions du Comité d'audit et de gestion des risques et a entendu le Commissaire aux comptes.

Ayant ainsi opéré les vérifications nécessaires, le Conseil de Surveillance informe les actionnaires qu'il n'a pas d'observation particulière à formuler sur le rapport de gestion d'ACTE IARD.

ACTE IARD est parvenue à une maturité certaine et dégage à nouveau un bénéfice lui permettant de renforcer ses capitaux propres. La société a décidé de conserver l'ensemble du résultat en fonds propres et de ne pas verser de dividendes.

Dans le contexte économique actuel, la société doit continuer à développer ses activités hors BTP et ainsi favoriser la diversification des risques tout en faisant preuve d'une rigueur de gestion et de souscription lui permettant de dégager des résultats techniques bénéficiaires.

Le Conseil de Surveillance exprime sa satisfaction quant à la gestion du Directoire et invite les actionnaires à adopter les résolutions qui leur sont présentées.

# COMPTES ANNUELS 2023

## **ACTE IARD**

S.A. à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 11 433 676 €  
332 948 546 RCS Strasbourg  
Société régie par le Code des assurances

[www.groupe-cam.com](http://www.groupe-cam.com)

## **Siège social**

ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE  
14 AVENUE DE L'EUROPE  
67300 SCHILTIGHEIM  
03 88 37 69 00  
[assur@groupe-cam.com](mailto:assur@groupe-cam.com)

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

|  |           |
|--|-----------|
| <b>COMPTES SOCIAUX</b> .....   | <b>4</b>  |
| <b>1. BILAN ACTIF</b> .....  | <b>5</b>  |
| <b>2. BILAN PASSIF</b> .....   | <b>6</b>  |
| <b>3. COMPTE DE RÉSULTAT TECHNIQUE NON-VIE</b> .....   | <b>7</b>  |
| <b>4. COMPTE DE RÉSULTAT NON TECHNIQUE</b> .....   | <b>8</b>  |
| <b>5. TABLEAU DES ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS</b> .....  | <b>9</b>  |
| <b>6. ETAT C1 – RÉSULTAT TECHNIQUE PAR CONTRATS</b> .....  | <b>10</b> |
| <b>ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX</b> .....  | <b>12</b> |
| <b>1. DOMAINE D'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ</b> .....   | <b>13</b> |
| <b>2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE</b> .....  | <b>13</b> |
| 2.1 CONFLITS INTERNATIONAUX.....   | 13        |
| 2.2 CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....   | 13        |
| 2.3 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DÉGRADÉ.....  | 13        |
| 2.3.1 <i>Impact de la hausse des taux</i> .....  | 13        |
| 2.3.2 <i>Impact de l'inflation</i> .....   | 14        |
| 2.3.3 <i>Le secteur du BTP</i> .....   | 14        |
| 2.4 CHANGEMENTS LÉGISLATIFS.....   | 14        |
| <b>3. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES</b> .....   | <b>14</b> |
| 3.1 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX.....   | 14        |
| 3.2 DÉROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES ET CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION.....   | 15        |
| 3.3 DESCRIPTION DES MÉTHODES COMPTABLES.....   | 15        |
| 3.3.1 <i>Coûts d'entrée et règles d'évaluation des valeurs de réalisation en fin d'exercice</i> .....                      | 15        |
| 3.3.1.1 Terrains et constructions – Pars de Sociétés Civiles Immobilières ou Foncières.....                                | 15        |
| 3.3.1.2 Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation..... | 15        |
| 3.3.1.3 Valeurs mobilières à revenus fixes.....  | 15        |
| 3.3.1.4 Actions et autres titres à revenus variables.....  | 15        |
| 3.3.1.5 Instruments financiers à terme.....  | 16        |
| 3.3.1.6 Prise et mise en pension de titres.....  | 16        |
| 3.3.2 <i>Créances</i> .....  | 16        |
| 3.3.3 <i>Autres actifs</i> .....   | 16        |
| 3.3.4 <i>Comptes de régularisations</i> .....  | 16        |
| 3.3.5 <i>Provisions techniques</i> .....   | 16        |
| 3.3.5.1 Provisions pour primes non acquises et risques en cours.....   | 16        |
| 3.3.5.2 Provisions pour sinistres.....   | 16        |
| 3.3.5.3 Provisions pour participations aux bénéficiaires et ristournes.....  | 17        |
| 3.3.5.4 Provisions pour égalisation.....   | 17        |
| 3.3.5.5 Autres provisions techniques.....  | 17        |
| 3.3.6 <i>Primes</i> .....  | 17        |
| 3.3.7 <i>Sinistres</i> .....   | 17        |
| 3.3.8 <i>Frais d'acquisition</i> .....   | 18        |
| 3.3.9 <i>Produits et charges des placements</i> .....  | 18        |
| 3.3.10 <i>Charges</i> .....  | 18        |
| 3.3.11 <i>Opérations de réassurance</i> .....  | 18        |
| 3.3.11.1 Acceptations.....   | 18        |
| 3.3.11.2 Cessions.....   | 18        |
| 3.3.12 <i>Engagements reçus et donnés</i> .....  | 18        |
| 3.3.13 <i>Engagements sociaux</i> .....  | 19        |
| <b>4. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> .....  | <b>19</b> |
| <b>5. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS INSCRITES AU BILAN</b> .....   | <b>20</b> |
| 5.1 ETAT RÉCAPITULATIF DES PLACEMENTS.....   | 20        |
| 5.2 PARTICIPATIONS ET FILIALES.....  | 21        |
| 5.3 MOUVEMENTS ET VARIATIONS DE L'ACTIF IMMOBILISÉ.....  | 21        |
| 5.4 DÉTAIL DES CRÉANCES ET DETTES D'OPÉRATIONS D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE.....  | 21        |
| 5.5 VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET AFFECTATION DU RÉSULTAT.....  | 22        |
| 5.6 COMPOSITION DE L'ACTIONNARIAT.....   | 22        |
| 5.7 DÉTAIL DES RÉSERVES.....   | 22        |

|           |  |           |
|-----------|--|-----------|
| 5.8       | DÉTAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES .....  | 22        |
| 5.9       | DÉTAIL DES PROVISIONS TECHNIQUES .....   | 22        |
| 5.10      | LIQUIDATION DES PROVISIONS DE SINISTRES .....  | 23        |
| 5.11      | ÉVOLUTION DES RÈGLEMENTS DE SINISTRES EFFECTUÉS DEPUIS L'EXERCICE DE SURVENANCE ET DE LA PROVISION POUR SINISTRES À RÉGLER ..... | 23        |
| 5.12      | COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF / PASSIF .....   | 24        |
| 5.13      | ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS .....  | 25        |
| <b>6.</b> | <b>INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT .....</b>   | <b>26</b> |
| 6.1       | VENTILATION DES PRIMES ÉMISES .....  | 26        |
| 6.2       | VENTILATION DES CHARGES DE PERSONNEL ET DES COMMISSIONS .....  | 26        |
| 6.3       | DÉTAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS ET NON TECHNIQUES .....   | 26        |
| 6.4       | ANALYSE DES CHARGES PAR NATURE ET PAR DESTINATION .....  | 27        |
| 6.5       | VENTILATION DES PRODUITS ET CHARGES DES PLACEMENTS .....   | 27        |
| 6.6       | VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS .....  | 27        |
| 6.7       | SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE OU LATENTE .....  | 28        |
| <b>7.</b> | <b>AUTRES INFORMATIONS .....</b>   | <b>28</b> |
| 7.1       | COMPTES CONTRIBUTIFS .....   | 28        |
| 7.2       | INFORMATIONS SUR LE PERSONNEL .....  | 28        |
| 7.3       | INFORMATIONS SUR LES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .....   | 28        |
| 7.4       | HORS BILAN .....   | 29        |

# **COMPTES SOCIAUX**

**ACTE IARD**

**EXERCICE 2023**

## 1. Bilan actif

\* Montants en K€

|  | 12 / 2023      | 12 / 2022      |
|--|----------------|----------------|
| 1 Capital souscrit non appelé ou compte de liaison avec le siège :   |                |                |
| 2 Actifs incorporels :   |                |                |
| 3 Placements :   | 348 331        | 326 904        |
| 3a Terrains et constructions   | 18 315         | 18 335         |
| 3b Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 103            | 103            |
| 3c Autres placements   | 329 913        | 308 466        |
| 3d Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes  |                |                |
| 4 Placements des contrats en unités de compte  |                |                |
| 5 Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :                                  | 216 801        | 205 928        |
| 5a Provisions pour primes non acquises (non-vie)   | 1 319          | 1 164          |
| 5b Provisions d'assurance vie  |                |                |
| 5c Provisions pour sinistres (vie)   |                |                |
| 5d Provisions pour sinistres (non-vie)   | 215 482        | 204 764        |
| 5e Provisions pour participation aux bénéfiques et ristournes (vie)  |                |                |
| 5f Provisions pour participation aux bénéfiques et ristournes (non-vie)  |                |                |
| 5g Provisions d'égalisation  |                |                |
| 5h Autres provisions techniques (vie)  |                |                |
| 5i Autres provisions techniques (non-vie)  |                |                |
| 5j Provisions techniques des contrats en unités de compte  |                |                |
| 6 Créances :   | 30 099         | 28 528         |
| 6a Créances nées d'opérations d'assurance directe :  | 13 640         | 13 362         |
| 6aa Primes restant à émettre   | 350            | 935            |
| 6ab Autres créances nées d'opérations d'assurance directe  | 13 290         | 12 427         |
| 6b Créances nées d'opérations de réassurance   | 11 051         | 6 341          |
| 6c Autres créances :   | 5 408          | 8 825          |
| 6ca Personnel  | 70             | 75             |
| 6cb Etat, organismes sécurité sociale, collectivités publiques   | 0              | 17             |
| 6cc Débiteurs divers   | 5 338          | 8 733          |
| 6d Capital appelé non versé  |                |                |
| 7 Autres actifs :  | 442            | 905            |
| 7a Actifs corporels d'exploitation   | 73             | 53             |
| 7b Comptes courants et caisse  | 369            | 852            |
| 7c Actions propres   |                |                |
| 8 Comptes de régularisation - Actif :  | 3 402          | 2 802          |
| 8a Intérêts et loyers acquis non échus   | 1 708          | 1 277          |
| 8b Frais d'acquisition reportés  | 968            | 949            |
| 8c Autres comptes de régularisation  | 726            | 576            |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>  | <b>599 075</b> | <b>565 067</b> |

## 2. Bilan passif

\* Montants en milliers d'euros

|   | 12 / 2023      | 12 / 2022      |
|---|----------------|----------------|
| 1 Capitaux propres :  | 72 203         | 68 548         |
| 1a Capital social ou fonds d'établissement et fonds social complémentaire ou compte de liaison avec le siège          | 11 434         | 11 434         |
| 1b Primes liées au capital social   |                |                |
| 1c Ecart de réévaluation  |                |                |
| 1d Autres réserves  | 9 175          | 9 175          |
| 1e Report à nouveau   | 45 408         | 43 134         |
| 1f Résultat de l'exercice   | 6 186          | 4 806          |
| 2 Passifs subordonnés   |                |                |
| 3 Provisions techniques brutes :  | 373 303        | 357 172        |
| 3a Provisions pour primes non acquises (non-vie)  | 6 718          | 6 415          |
| 3b Provisions d'assurance vie   |                |                |
| 3c Provisions pour sinistres (vie)  |                |                |
| 3d Provisions pour sinistres (non-vie)  | 354 943        | 337 471        |
| 3e Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (vie)  |                |                |
| 3f Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (non-vie)  | 1 400          | 1 612          |
| 3g Provisions pour égalisation  | 1 967          | 2 122          |
| 3h Autres provisions techniques (vie)   |                |                |
| 3i Autres provisions techniques (non-vie)   | 8 275          | 9 552          |
| 4 Provisions techniques des contrats en unités de compte  |                |                |
| 5 Provisions  | 649            | 643            |
| 6 Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | 130 053        | 121 922        |
| 7 Autres dettes :   | 22 867         | 16 781         |
| 7a Dettes nées d'opérations d'assurance directe   | 7 001          | 7 069          |
| 7b Dettes nées d'opérations de réassurance  | 8 848          | 5 119          |
| 7c Emprunts obligataires (dont obligations convertibles)  |                |                |
| 7d Dettes envers des établissements de crédit   | 2 046          | 572            |
| 7e Autres dettes :  | 4 972          | 4 021          |
| 7ea Titres de créance négociables émis par l'entreprise   |                |                |
| 7eb Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus   |                |                |
| 7ec Personnel   | 458            | 141            |
| 7ed Etat, organismes sécurité sociale, autres collectivités publiques   | 455            | 448            |
| 7ee Créanciers divers   | 4 059          | 3 431          |
| 8 Comptes de régularisation - Passif :  | 0              | 0              |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>  | <b>599 075</b> | <b>565 067</b> |

### 3. Compte de résultat technique non-vie

|  | Brut         | Cessions     | Opérations nettes 12/2023 | Opérations nettes 12/2022 |
|--|--------------|--------------|---------------------------|---------------------------|
| 1 Primes acquises                                | 83 298       | 40 547       | 42 751                    | 40 227                    |
| 1a Primes  | 83 601       | 40 702       | 42 899                    | 40 444                    |
| 1b Variations des primes non acquises            | -303         | -155         | -148                      | -217                      |
| 2 Produits des placements alloués                | 6 566        |              | 6 566                     | 5 061                     |
| 3 Autres produits techniques                     | 244          |              | 244                       | 245                       |
| 4 Charges des sinistres :                        | -66 856      | -28 331      | -38 525                   | -37 110                   |
| 4a Prestations et frais payés                    | -49 385      | -17 613      | -31 772                   | -26 534                   |
| 4b Charges des provisions pour sinistres         | -17 471      | -10 718      | -6 753                    | -10 575                   |
| 5 Charges des autres provisions techniques       | 1 277        |              | 1 277                     | 191                       |
| 6 Participations aux résultats                   |              |              |                           | 0                         |
| 7 Frais d'acquisition et d'administration :      | -16 873      | -9 723       | -7 150                    | -7 260                    |
| 7a Frais d'acquisition                           | -16 444      |              | -16 444                   | -15 232                   |
| 7b Frais d'administration                        | -429         |              | -429                      | -367                      |
| 7c Commissions reçues des réassureurs            |              | -9 723       | 9 723                     | 8 338                     |
| 8 Autres charges techniques                      | -541         |              | -541                      | -501                      |
| 9 Variation de la provision pour égalisation     | 366          |              | 366                       | -19                       |
| <b>Résultat Technique de l'assurance Non-Vie</b> | <b>7 481</b> | <b>2 493</b> | <b>4 988</b>              | <b>833</b>                |

\* Montants en milliers d'euros

#### 4. Compte de résultat non technique

|   | 12 / 2023    | 12 / 2022    |
|---|--------------|--------------|
| 1 Résultat technique de l'assurance Non-Vie                               | 4 988        | 833          |
| 2 Résultat technique de l'assurance Vie                                   |              |              |
| 3 Produits des placements :   | 14 045       | 10 421       |
| 3a Revenus des placements   | 5 801        | 3 995        |
| 3b Autres produits des placements   | 2 149        | 1 497        |
| 3c Profits provenant de la réalisation des placements                     | 6 095        | 4 929        |
| 4 Produits des placements alloués   |              |              |
| 5 Charges des placements :  | -4 709       | -3 208       |
| 5a Frais de gestion interne et externe des placements et frais financiers | -2 038       | -574         |
| 5b Autres charges des placements  | -2 372       | -1 759       |
| 5c Pertes provenant de la réalisation des placements                      | -299         | -875         |
| 6 Produits des placements transférés                                      | -6 566       | -5 061       |
| 7 Autres produits non techniques  | 122          | 143          |
| 8 Autres charges non techniques   | -82          | 0            |
| 9 Résultat exceptionnel :   | 12           | 1 415        |
| 9a Produits exceptionnels   | 20           | 1 426        |
| 9b Charges exceptionnelles  | -8           | -11          |
| 10 Participation des salariés   | -330         | -2           |
| 11 Impôt sur les bénéfices  | -1 294       | 265          |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>   | <b>6 186</b> | <b>4 806</b> |

\* Montants en milliers d'euros

## 5. Tableau des engagements reçus et donnés

| <i>Tableau des engagements reçus et donnés (en milliers d'euro)</i>                        | 2022   | 2023   |
|--|--------|--------|
| 1 Engagements reçus  |        |        |
| 2 Engagements donnés   |        |        |
| 2b Titres et actifs acquis avec engagement de revente                                      |        |        |
| 2c Autres engagements sur titres, actifs ou revenus  |        |        |
| 2d Autres engagements donnés   | 172    | 189    |
| 3 Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires                   | 76 270 | 88 315 |
| 4 Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution |        |        |
| 5 Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance                                     |        |        |
| 6 Autres valeurs détenues pour compte de tiers   |        |        |

*\*Montants en en milliers d'euros*

## 6. Etat C1 – Résultat technique par contrats

| DESIGNATION DES CATEGORIES |   | DOMMAGES CORPORELS  |                                   | Auto<br>(CAT22 et<br>23) | DOMMAGES AUX BIENS      |                        | Catastrophes<br>naturelles<br>(CAT27) | Respon.<br>civile<br>générale<br>(CAT28) | Protections<br>juridiques,<br>pertes<br>pécuniaires<br>(CAT29,30,<br>31) | SOUS<br>TOTAL<br>(CAT20 à<br>CAT31) |
|----------------------------|---|---------------------|-----------------------------------|--------------------------|-------------------------|------------------------|---------------------------------------|--|--|-------------------------------------|
|                            |   | Contrats<br>Indivi. | Contrats<br>collectifs<br>(CAT21) |                          | Particuliers<br>(CAT24) | Pros<br>(CAT25,<br>26) |                                       |  |  |                                     |
| L1                         | Primes et accessoires émis  | 6                   | 3 078                             | 21 834                   | 7 797                   | 10 980                 | 2 406                                 | 40 306                                   | 2 198  | 88 606                              |
| L2                         | Annulations et charges des ristournes<br>Primes à émettre nettes de primes à<br>annuler :   | 0                   | 55                                | 6 155                    | 920                     | 1 734                  | 412                                   | 18 523                                   | 802  | 28 604                              |
| L3                         | + au 31.12.2023   | 0                   | 1                                 | 319                      | 2                       | 84                     |                                       | 100                                      |  | 504                                 |
| L4                         | - au 31.12.2022   | 0                   | 3                                 | 356                      | 16                      | 104                    |                                       | 252                                      |  | 730                                 |
| L5                         | <b>SOUS TOTAL : PRIMES NETTES</b>   | <b>5</b>            | <b>3 021</b>                      | <b>15 642</b>            | <b>6 863</b>            | <b>9 225</b>           | <b>1 994</b>                          | <b>21 631</b>                            | <b>1 396</b>   | <b>59 776</b>                       |
| L6                         | Provisions pour primes non acquises :   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L6                         | - au 31.12.2023   | 1                   | 6                                 | 1 399                    | 1 723                   | 993                    | 321                                   | 764                                      | 84   | 5 291                               |
| L7                         | + au 31.12.2022   | 1                   | 8                                 | 1 462                    | 1 737                   | 992                    | 322                                   | 486                                      | 78   | 5 087                               |
| L8                         | <b>SOUS TOTAL : PRIMES DE<br/>L'EXERCICE</b>  | <b>5</b>            | <b>3 023</b>                      | <b>15 705</b>            | <b>6 877</b>            | <b>9 224</b>           | <b>1 995</b>                          | <b>21 353</b>                            | <b>1 391</b>   | <b>59 572</b>                       |
| L10                        | Sinistres payés   |                     | 2 835                             | 15 141                   | 3 412                   | 4 118                  | 29                                    | 5 412                                    | 21   | 30 967                              |
| L11                        | Versements périodiques de rentes payés  |                     |                                   | 296                      |                         |                        |                                       |  |  | 296                                 |
| L12                        | Recours encaissés   |                     |                                   | 1 842                    | 214                     | 282                    |                                       | 16                                       | 1  | 2 356                               |
| L13                        | Frais de gestion des sinistres<br>Provisions pour sinistres à payer :   |                     | 20                                | 1 528                    | 605                     | 680                    | 13                                    | 3 006                                    | 11   | 5 864                               |
| L14                        | + au 31.12.2023   |                     | 1 286                             | 40 239                   | 10 953                  | 16 216                 | 395                                   | 73 671                                   | 200  | 142 961                             |
| L15                        | - au 31.12.2022   |                     | 1 248                             | 42 722                   | 10 338                  | 9 824                  | 277                                   | 69 839                                   | 123  | 134 371                             |
| L16                        | Prévisions de recours à encaisser :   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L16                        | - au 31.12.2023   |                     |                                   | 1 602                    | 1 154                   | 950                    |                                       | 637                                      |  | 4 343                               |
| L17                        | + au 31.12.2022   |                     |                                   | 1 791                    | 1 049                   | 870                    |                                       | 4  |  | 3 714                               |
| L18                        | Autres provisions techniques :  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L18                        | + au 31.12.2023   |                     | 3 158                             | 6 977                    | 399                     | 832                    |                                       |  |  | 11 366                              |
| L19                        | - au 31.12.2022   |                     | 3 402                             | 8 487                    | 405                     | 703                    |                                       | 0  |  | 12 998                              |
| L20                        | Participations aux résultats incorporées<br>dans l'exercice aux prestations payées ou<br>aux provisions techniques                                  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L21                        | <b>SOUS TOTAL : CHARGES DES<br/>PRESTATIONS</b>   |                     | <b>2 649</b>                      | <b>11 318</b>            | <b>4 309</b>            | <b>10 958</b>          | <b>160</b>                            | <b>11 600</b>                            | <b>108</b>   | <b>41 102</b>                       |
| L30                        | Participations aux bénéfices  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L40                        | Frais d'acquisition   | 1                   | 28                                | 3 120                    | 1 979                   | 1 993                  | 265                                   | 4 134                                    | 294  | 11 813                              |
| L41                        | Frais d'administration et autres charges<br>techniques nets   | 0                   | 2                                 | 138                      | 60                      | 81                     | 17                                    | 191                                      | 16   | 505                                 |
| L42                        | Subventions d'exploitation reçues   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L43                        | Produits des placements alloués   | 0                   | 23                                | 959                      | 208                     | 207                    | 12                                    | 1 318                                    | 7  | 2 735                               |
| L44                        | Intérêts techniques nets de cessions  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L45                        | <b>PRODUITS FINANCIERS NETS</b>   | <b>0</b>            | <b>23</b>                         | <b>959</b>               | <b>208</b>              | <b>207</b>             | <b>12</b>                             | <b>1 318</b>                             | <b>7</b>   | <b>2 735</b>                        |
| L50                        | Primes cédées aux réassureurs   | 2                   | 41                                | 4 912                    | 3 187                   | 4 570                  | 1 090                                 | 8 114                                    | 122  | 22 038                              |
| L51                        | Part des réassureurs dans les prestations<br>payées   |                     | 42                                | 3 175                    | 1 088                   | 1 376                  | 19                                    | 2 999                                    | 17   | 8 715                               |
| L52                        | Parts des réassureurs dans les provisions<br>techniques, autres que les provisions pour<br>participation aux bénéfices                              |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L52                        | - au 31.12.2023   |                     | 31                                | 29 514                   | 2 637                   | 7 908                  | 188                                   | 25 796                                   | 4  | 66 078                              |
| L53                        | + au 31.12.2022   |                     | 34                                | 31 036                   | 2 510                   | 4 071                  | 135                                   | 25 988                                   | 4  | 63 778                              |
| L54                        | Part des réassureurs dans les<br>participations aux résultats incorporées<br>dans l'exercice aux prestations payées ou<br>aux provisions techniques |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L55                        | Parts des réassureurs dans les<br>participations aux bénéfices  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L56                        | Commissions reçues des réassureurs  | 1                   | 5                                 | 996                      | 578                     | 942                    | 114                                   | 2 172                                    | 46   | 4 855                               |
| L57                        | <b>SOUS TOTAL : CHARGES DE LA<br/>REASSURANCE</b>   | <b>1</b>            | <b>-3</b>                         | <b>2 262</b>             | <b>1 394</b>            | <b>-1 584</b>          | <b>904</b>                            | <b>3 135</b>                             | <b>59</b>  | <b>6 168</b>                        |
| L60                        | <b>RESULTAT TECHNIQUE</b>   | <b>4</b>            | <b>370</b>                        | <b>-174</b>              | <b>-657</b>             | <b>-2 016</b>          | <b>661</b>                            | <b>3 611</b>                             | <b>920</b>   | <b>2 718</b>                        |
| L70                        | Provisions pour participation aux<br>bénéfices et ristournes :  |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L70                        | + au 31.12.2023   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L71                        | - au 31.12.2022   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L72                        | Part des réassureurs dans les provisions<br>pour participations aux bénéfices :   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L72                        | - au 31.12.2023   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |
| L73                        | + au 31.12.2022   |                     |                                   |                          |                         |                        |                                       |  |  |                                     |

|     | DESIGNATION DES CATEGORIES   | Transports<br>( CAT 34) | CONSTRUCTIONS                    |                                     | SOUS<br>TOTAL<br>(CAT34 à<br>CAT36) | TOTAL<br>AFFAIRES<br>DIRECTES<br>EN FRANCE | Acceptations<br>par un<br>établissement<br>en France | TOTAL<br>GENERAL |
|-----|--|-------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--|--|------------------|
|     |  |                         | Dommages<br>aux biens<br>(CAT35) | Responsabilité<br>civile<br>(CAT36) |                                     |  |  |                  |
| L1  | Primes et accessoires émis   | 264                     | 750                              | 45 918                              | 46 931                              | 135 538                                    | 238  | 135 776          |
| L2  | Annulations et charges des ristournes  | 47                      | 280                              | 22 659                              | 22 986                              | 51 591                                     |  | 51 591           |
| L3  | Primes à émettre nettes de primes à annuler :  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L3  | + au 31.12.2023  |                         | -344                             | 190                                 | -154                                | 350  |  | 350              |
| L4  | - au 31.12.2022  |                         | -61                              | 266                                 | 205                                 | 935  |  | 935              |
| L5  | <b>SOUS TOTAL : PRIMES NETTES</b>  | <b>217</b>              | <b>187</b>                       | <b>23 182</b>                       | <b>23 586</b>                       | <b>83 362</b>                              | <b>238</b>   | <b>83 601</b>    |
| L6  | Provisions pour primes non acquises :  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L6  | - au 31.12.2023  | 12                      | 130                              | 1 279                               | 1 421                               | 6 711                                      | 6  | 6 717            |
| L7  | + au 31.12.2022  | 8                       | 127                              | 1 187                               | 1 322                               | 6 408                                      | 6  | 6 415            |
| L8  | <b>SOUS TOTAL : PRIMES DE L'EXERCICE</b>   | <b>212</b>              | <b>184</b>                       | <b>23 091</b>                       | <b>23 487</b>                       | <b>83 059</b>                              | <b>239</b>   | <b>83 298</b>    |
| L10 | Sinistres payés  | 24                      | 94                               | 8 581                               | 8 699                               | 39 666                                     | 9  | 39 675           |
| L11 | Versements périodiques de rentes payés   |                         |                                  |                                     |                                     | 296  |  | 296              |
| L12 | Recours encaissés  |                         | 178                              | 15                                  | 193                                 | 2 548                                      |  | 2 548            |
| L13 | Frais de gestion des sinistres   | 3                       | 951                              | 5 144                               | 6 098                               | 11 962                                     |  | 11 962           |
| L14 | Provisions pour sinistres à payer :  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L14 | + au 31.12.2023  | 57                      | 7 529                            | 212 139                             | 219 725                             | 362 687                                    | 76   | 362 763          |
| L15 | - au 31.12.2022  | 55                      | 7 501                            | 202 949                             | 210 505                             | 344 876                                    | 83   | 344 959          |
| L16 | Prévisions de recours à encaisser :  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L16 | - au 31.12.2023  |                         | 2 966                            | 511                                 | 3 477                               | 7 820                                      |  | 7 820            |
| L17 | + au 31.12.2022  |                         | 3 019                            | 753                                 | 3 773                               | 7 487                                      |  | 7 487            |
| L18 | Autres provisions techniques :   |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L18 | + au 31.12.2023  |                         |                                  |                                     |                                     | 11 366                                     | 277  | 11 643           |
| L19 | - au 31.12.2022  |                         |                                  |                                     |                                     | 12 998                                     | 288  | 13 286           |
| L20 | Participations aux résultats incorporées dans l'exercice aux prestations payées ou aux provisions techniques                               |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L21 | <b>SOUS TOTAL : CHARGES DES PRESTATIONS</b>  | <b>29</b>               | <b>949</b>                       | <b>23 143</b>                       | <b>24 120</b>                       | <b>65 222</b>                              | <b>-9</b>  | <b>65 213</b>    |
| L30 | Participations aux bénéfices   |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L40 | Frais d'acquisition  | 39                      | 80                               | 4 508                               | 4 627                               | 16 440                                     | 4  | 16 444           |
| L41 | Frais d'administration et autres charges techniques nets   | 2                       | 4                                | 204                                 | 210                                 | 715  | 11   | 726              |
| L42 | Subventions d'exploitation reçues  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L43 | Produits des placements alloués  | 2                       | 135                              | 3 688                               | 3 825                               | 6 559                                      | 7  | 6 566            |
| L44 | Intérêts techniques nets de cessions   |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L45 | <b>PRODUITS FINANCIERS NETS</b>  | <b>2</b>                | <b>135</b>                       | <b>3 688</b>                        | <b>3 825</b>                        | <b>6 559</b>                               | <b>7</b>   | <b>6 566</b>     |
| L50 | Primes cédées aux réassureurs  | 49                      | 170                              | 18 445                              | 18 664                              | 40 702                                     |  | 40 702           |
| L51 | Part des réassureurs dans les prestations payées   | 5                       | 31                               | 8 862                               | 8 898                               | 17 613                                     |  | 17 613           |
| L52 | Parts des réassureurs dans les provisions techniques, autres que les provisions pour participation aux bénéfices                           |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L52 | - au 31.12.2023  | 12                      | 1 466                            | 149 246                             | 150 723                             | 216 801                                    |  | 216 801          |
| L53 | + au 31.12.2022  | 11                      | 1 402                            | 140 737                             | 142 150                             | 205 928                                    |  | 205 928          |
| L54 | Part des réassureurs dans les participations aux résultats incorporées dans l'exercice aux prestations payées ou aux provisions techniques |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L55 | Parts des réassureurs dans les participations aux bénéfices  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L56 | Commissions reçues des réassureurs   | 15                      | 21                               | 4 832                               | 4 868                               | 9 723                                      |  | 9 723            |
| L57 | <b>SOUS TOTAL : CHARGES DE LA REASSURANCE</b>  | <b>29</b>               | <b>53</b>                        | <b>-3 757</b>                       | <b>-3 675</b>                       | <b>2 493</b>                               |  | <b>2 493</b>     |
| L60 | <b>RESULTAT TECHNIQUE</b>  | <b>115</b>              | <b>-767</b>                      | <b>2 682</b>                        | <b>2 030</b>                        | <b>4 748</b>                               | <b>240</b>   | <b>4 988</b>     |
| L70 | Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes :  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L70 | + au 31.12.2023  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L71 | - au 31.12.2022  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L72 | Part des réassureurs dans les provisions pour participations aux bénéfices :   |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L72 | - au 31.12.2023  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |
| L73 | + au 31.12.2022  |                         |                                  |                                     |                                     |  |  |                  |

# **ANNEXE AUX COMPTES** **SOCIAUX**

**ACTE IARD**

**EXERCICE 2023**

## 1. Domaine d'activité de la société

|                   |  |
|-------------------|--|
| Forme Juridique : | Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  |
| Capital social :  | 11 433 676,29 €  |
| Activité :        | assurance non-vie  |
| Risques Assurés : | Toutes garanties d'assurance non-vie des branches<br>1 - accidents<br>2 - maladie<br>3 - corps de véhicules terrestres<br>7 - marchandises transportées<br>8 - incendie et éléments naturels (a, b, c, d, e, f)<br>9 - dommages aux biens<br>10- responsabilité civile véhicules terrestres à moteur<br>13- responsabilité civile générale<br>16- pertes pécuniaires diverses (g, h)<br>17- protection juridique |

ainsi que réassurance acceptée.

## 2. Faits marquants de l'exercice

L'exercice s'est placé sous le signe des inégalités et a été marqué par un niveau exceptionnel d'incertitude : contexte géopolitique – de l'Ukraine à Israël, source d'instabilité et de volatilité économique et financière, turbulences bancaires aux Etats-Unis et en Suisse en début d'année, et une inflation restée trop élevée. Après la pandémie de COVID-19 et des pertes dévastatrices, les économies peinent globalement à reprendre de la vigueur, plombées par les effets conjugués de multiples crises : changement climatique, conflits, insécurité. Ce contexte oblige les entreprises à anticiper et à se prémunir contre des menaces émergentes de nouveaux risques de plus en plus forts et de différentes natures : risques climatiques avec les catastrophes naturelles, les risques technologiques avec le cyber, les risques géopolitiques, les risques RH avec le phénomène de la grande démission et la nécessité accrue d'attirer et retenir les talents et les risques économiques dans un contexte inflationniste.

### 2.1 Conflits internationaux

Les conséquences économiques de ces évolutions mondiales se traduisent par une élévation du prix des matières premières, déterminant majeur de l'inflation, et par des tensions accrues sur les finances publiques. Les gouvernements sont amenés à augmenter les dépenses en matière de défense, à protéger leurs concitoyens des conséquences négatives de ces chocs, en tant « qu'assureur de premier recours » (mesures liées à la COVID, différents boucliers énergétiques, etc.). Enfin, par le canal de la fragmentation, les flux commerciaux et financiers mondiaux stagnent après une longue période de croissance

### 2.2 Changements climatiques

Le changement climatique entraîne de profondes mutations dans le domaine de l'économie, d'où la nécessité d'être de plus en plus attentif à leurs impacts sur la performance financière et extra-financière des entreprises. Les enjeux majeurs associés à ces changements ont conduit à des objectifs très ambitieux impliquant des transformations radicales. L'année 2023 a été marquée par des sinistralités exceptionnelles avec des épisodes orageux sévères et des inondations d'une ampleur inédite. Les conséquences à moyen et long terme sont préoccupantes annonçant une augmentation de la fréquence et de la sévérité des événements climatiques.

### 2.3 Environnement économique dégradé

L'exercice 2023 s'est déroulé dans un contexte de forte inflation néfaste au pouvoir d'achat des salaires, d'une baisse des taux d'épargne et d'une hausse des taux d'intérêt privant la France de l'investissement privé. La dégradation du climat des affaires à la fin de l'année 2023 suggère une période économique difficile en 2024 avec le risque de récession dans certaines économies avancées.

#### 2.3.1 Impact de la hausse des taux

Depuis 2022, la Banque centrale européenne (BCE) a procédé à 10 hausses successives des taux d'intérêt de la zone euro, pour contrer le phénomène inflationniste.

### 2.3.2 Impact de l'inflation

Les effets récessifs de l'inflation ont commencé à infuser en 2022 provoquée en grande partie par l'augmentation très forte des prix de l'énergie. Ces derniers ont, en effet progressé de 23% en moyenne en 2022, en raison de la crise énergétique mondiale, provoquée par la forte reprise économique post-Covid 19 et les tensions géopolitiques. En 2023, ce sont surtout les prix des produits alimentaires qui ont tiré l'inflation à la hausse. Les banques centrales ont dû adapter leur stratégie face à cette inflation qui s'installe durablement dans la zone euro et hors zone euro. Disposant d'un important parc nucléaire, la France est moins dépendante des importations d'énergies fossiles et a ainsi pu faire face grâce au nucléaire et au « bouclier tarifaire ». Limité dans le temps, il ne pourra pas éternellement servir de protection contre la hausse des prix. En plus de gérer l'inflation économique, l'inflation sociale a fait augmenter les coûts des sinistres au-delà de l'inflation économique. Cette inflation a également eu un effet négatif considérable sur les actifs proposant un rendement à taux fixe.

### 2.3.3 Le secteur du BTP

Dans un contexte de resserrement des crédits à l'habitat, la conjoncture de l'immobilier en France continue de se détériorer en 2023. La poursuite de la hausse rapide des taux d'intérêt et les restrictions d'accès au crédit immobilier accentuent la baisse de la production de crédits nouveaux.

Dans le neuf, les mises en chantier comme la commercialisation des logements atteignent des niveaux historiquement bas.

Dans l'ancien, la baisse du nombre de transactions se poursuit, et celle des prix se confirme.

L'emploi poursuit sa diminution dans l'activité immobilière et le bâtiment. Les perspectives d'activité continuent de se dégrader dans le neuf, notamment dans la promotion immobilière, et d'être bien orientées dans l'entretien-amélioration.

Malgré l'entrée en crise du logement neuf et grâce à la dynamique de l'entretien-amélioration, le bâtiment ne connaît qu'une érosion de son activité en 2023, à - 0,6% en volume.

Dans les Travaux Publics, l'année 2023 s'achève sur une hausse de la production de 4,2% en euros constants.

En matière de prises de commandes l'année 2023 se conclut sur une hausse de 37,3% en cumul depuis janvier comparé à 2022.

Les effectifs ouvriers permanents diminuent en 2023 (-0,8%). Le volume des heures travaillées est relativement stable au global avec -0,1% dont -4,9% pour les ouvriers intérimaires et +0,7% pour les ouvriers permanents.

## 2.4 Changements législatifs

A travers du dispositif de l'article 261B du Code général des impôts, Les groupements étaient exonérés de TVA entre leurs membres, en particulier pour ceux exerçant une activité en dehors du champ d'application de cette taxe, telles que les opérations d'assurance. L'application des arrêts de la CJUE rendus le 21 septembre 2017, limite l'exonération de TVA aux activités d'intérêt général. En conséquence les groupements constitués dans le secteur assurantiel doivent désormais assujettir à la TVA leurs prestations. Ces dispositions ont poussé l'administration fiscale, à titre de substitution, à mettre en place un régime de groupe TVA ou assujetti TVA unique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 (article 11 de la Directive TVA 2006/112/CE).

Dans ce contexte, le groupe CAM a mis en place un périmètre de groupe composé de CAM BTP, ACTE IARD, ACTE VIE, ACOTEX, ACTE SERVICES et GIE CAMACTE. Il est dénommé GROUPE CAM TVA et son représentant est la société CAM BTP.

Les transactions effectuées entre les membres du groupe TVA sont réputées « hors du champ d'application » de la TVA (opérations internes ou non opérations) et l'ensemble des opérations effectuées par les sociétés membres du groupe TVA à l'égard des tiers sont réputées effectuées par le groupe TVA. Les membres n'ont plus d'obligations déclaratives TVA : la responsabilité incombe à la société désignée comme représentant du groupe, à savoir CAM BTP.

## 3. Principes et méthodes comptables

### 3.1 Principes comptables généraux

Les comptes annuels ont été établis dans le respect des règles édictées par le Code de Commerce et des principes généraux relatifs à l'établissement des comptes : principe de prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices. Les exceptions et dérogations à ces principes et règles sont exposées et commentées ci-après pour autant qu'elles soient d'importance significative.

Les méthodes de calcul et d'évaluation appliquées aux postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe sont, sauf indication contraire, celles préconisées par le Code des Assurances et par le règlement ANC 2015-11, intégrant les modifications apportées par les règlements ultérieurs et, à défaut, celles du Plan Comptable Général.

## 3.2 Dérogations aux principes comptables et changements de présentation

Aucune dérogation aux principes comptables n'a été utilisée et aucun changement n'est intervenu dans la présentation des comptes.

## 3.3 Description des méthodes comptables

### *Postes du bilan*

### 3.3.1 Coûts d'entrée et règles d'évaluation des valeurs de réalisation en fin d'exercice

#### 3.3.1.1 Terrains et constructions – Pars de Sociétés Civiles Immobilières ou Foncières

Les immeubles, les terrains et les parts de sociétés civiles immobilières ou foncières non cotées sont évalués à leur prix d'acquisition ou de revient ou pour la valeur fixée, après expertise requise par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), y compris les frais accessoires.

Conformément au règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les amortissements des immeubles sont calculés par composants selon leur durée d'utilisation.

Ainsi les immeubles sont amortis linéairement selon les durées suivantes :

- Gros œuvre : 80 ans
- Clos et couverts : 30 ans
- Lots techniques : 25 ans
- Second œuvre : 15 ans

La valeur résiduelle n'est pas prise en compte pour la détermination du montant amortissable.

Leur valeur de réalisation est déterminée sur la base d'une expertise quinquennale effectuée par un expert autorisé par l'ACPR. Entre deux expertises, elles font l'objet d'une estimation annuelle, certifiée par un expert autorisé par l'ACPR.

Au 31/12/2023, la société ACTE IARD ne détient que des parts de SCI.

#### 3.3.1.2 Placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation

Ils sont enregistrés à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciés si leur valeur d'usage est inférieure.

#### 3.3.1.3 Valeurs mobilières à revenus fixes

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes sont enregistrées à leur prix d'acquisition, net des revenus courus lors de l'achat. Pour les titres amortissables, la différence entre celui-ci et la valeur de remboursement est rapportée au résultat sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement, conformément à l'article R 343-9 du Code des Assurances.

En fin d'exercice, la valeur estimée de réalisation des valeurs mobilières à revenus fixes correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale. Dans la mesure où la société a l'intention et la capacité de détenir, jusqu'à leur date de remboursement, les valeurs mobilières à revenus fixes, les moins-values éventuelles résultant de la comparaison de leur valeur nette comptable, diminué ou majoré de l'amortissement des surcotes/décotes avec leur valeur de réalisation, ne font pas l'objet de dépréciation. Une dépréciation est constituée lorsqu'il est considéré que le débiteur ne sera pas en mesure de respecter ses engagements soit pour le paiement des intérêts, soit pour le remboursement du principal.

#### 3.3.1.4 Actions et autres titres à revenus variables

Les actions et autres titres à revenus variables sont inscrits à leur prix d'achat, hors revenus courus. Leur valeur de réalisation en fin d'exercice est déterminée selon les règles définies à l'article R343-10 du Code des Assurances et correspond :

- ✓ Pour les valeurs mobilières cotées et titres de toute nature, au dernier cours coté au jour de l'inventaire ;
- ✓ Pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et les parts de fonds communs de placement (FCP), au dernier prix de rachat publié au jour de l'inventaire ;
- ✓ Pour les titres non cotés, à leur valeur vénale, qui correspond au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise.

En cas de moins-value de chaque ligne d'actif relevant de l'article R343-10 pour un montant supérieur à 20% sur 6 mois consécutifs, une valeur recouvrable est déterminée et une provision pour dépréciation durable est constatée pour l'écart entre la valeur brute du titre et cette valeur recouvrable. Le montant des PDD est entièrement recalculé à chaque inventaire.

Les provisions pour dépréciation durable des actions et des autres titres à revenus variables passent de 1924 K€ à 2380K€.

### 3.3.1.5 Instruments financiers à terme

La société n'a pas eu recours aux instruments financiers à terme au cours de l'exercice.

### 3.3.1.6 Prise et mise en pension de titres

Aucune opération de mise en pensions de titres n'a été réalisée au cours de l'exercice.

## 3.3.2 Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances sur les assurés font l'objet d'une provision pour annulation conformément à la réglementation comptable.

Une dépréciation est constituée pour les autres créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 3.3.3 Autres actifs

Les actifs d'exploitation sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis selon les modes et les durées suivants :

| Immobilisations incorporelles |                | Immobilisations corporelles |                 |
|-------------------------------|----------------|-----------------------------|-----------------|
| Logiciels micro-informatique  | 3 ans linéaire | Agencements, aménagements   | 10 ans linéaire |
|                               |                | Installations techniques    | 5 ans linéaire  |
|                               |                | Mobilier                    | 7 ans linéaire  |
|                               |                | Matériel de bureau          | 5 ans linéaire  |
|                               |                | Matériel micro-informatique | 2 ans linéaire  |

## 3.3.4 Comptes de régularisations

Les différences sur le prix de remboursement des titres à revenu fixe sont présentées dans les comptes de régularisation.

## 3.3.5 Provisions techniques

Ces provisions sont déterminées au brut de la réassurance, la part à la charge des réassureurs figurant à l'actif.

### 3.3.5.1 Provisions pour primes non acquises et risques en cours

Les provisions pour primes non acquises sont destinées à constater la part des primes se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de prime. Elles sont calculées prorata temporis.

Une provision pour risques en cours est susceptible d'être constituée. Elle est destinée à couvrir, pour chacun des contrats, à prime payable d'avance, la charge des sinistres et frais afférents au contrat pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou de terme du contrat, pour la part qui n'est pas couverte par la provision pour primes non acquises.

### 3.3.5.2 Provisions pour sinistres

Ce sont des provisions correspondant à la valeur estimative des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes nettes des recours à encaisser, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non payés à la clôture de l'exercice, qu'ils aient été déclarés ou non.

Les provisions pour sinistres comprennent :

- ✓ Des provisions pour les sinistres survenus et déclarés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs (Provisions pour Sinistres à payer dossier/dossier),

- ✓ Des provisions pour sinistres survenus et déclarés après la date d'inventaire ainsi que survenus mais non déclarés à la date de clôture des comptes [Sinistres Non Avisés (SNA) ou Incurred But Not-Enough-Reported (IBN-E-R)],
- ✓ Une provision de gestion destinée à couvrir les frais futurs liés aux sinistres en suspens y compris les frais internes (PFGS).

Les PSAP dossier/dossier sont évaluées par les gestionnaires règlements sur la base de forfaits d'ouverture par typologies de sinistres, réévalués à réception des rapports des experts et au plus tard dans les trois mois suivant leur ouverture. L'inflation n'a pas conduit à constituer une provision supplémentaire étant donné qu'elle est déjà prise en compte dans les provisions pour risques à payer. Tous les dossiers de sinistres en cours sont revus par les gestionnaires tous les six mois.

Pour les IBNR, la société utilise des méthodes statistiques basées sur les observations des survenances de sinistres de l'exercice et des exercices précédents.

Pour les IBNER, la société utilise des méthodes d'estimation des malis de liquidation de sinistres pouvant se manifester dans le futur, en fonction des observations passées, en écrêtant les sinistres importants à hauteur du plein de réassurance en excédent de sinistre.

Le taux moyen de provisions pour frais de gestion, toutes branches confondues, y compris les frais calculés sur les prévisions de recours, est de 7.67% des provisions pour sinistres à payer brutes.

La branche Assurance Construction comprend spécifiquement les provisions pour sinistres non encore manifestés calculées conformément aux dispositions des articles ANC Art-143-13 et Art -143-14.

#### 3.3.5.3 Provisions pour participations aux bénéfiques et ristournes

La provision pour participations aux bénéfiques représente le montant des participations aux bénéfiques définitivement attribuées aux bénéficiaires de contrat lorsque ces bénéfiques non encore crédités individuellement ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produits.

Aucune provision pour participation aux bénéfiques n'est constituée à la clôture de l'exercice.

La provision pour ristourne permet à l'inventaire de tenir compte des ristournes restant à payer, notamment lorsque les ristournes sont comptabilisées au décaissement.

#### 3.3.5.4 Provisions pour égalisation

Ce sont des provisions destinées à faire face aux charges exceptionnelles afférentes aux opérations garantissant les risques catastrophes naturelles et les risques attentats, et aux fluctuations de sinistralité afférentes aux opérations d'assurance de groupe contre les risques de dommages corporels.

#### 3.3.5.5 Autres provisions techniques

Lorsque l'ensemble des placements non amortissables et classés selon l'article R343-5 du code des assurances a une valeur de réalisation inférieure à la valeur globale de ces placements inscrite au bilan, l'écart constaté entre ces deux évaluations est enregistré au passif du bilan en « Provisions pour risques d'exigibilité des engagements techniques -PRE » inclus dans la ligne « Autres provisions techniques ».

Les actifs de la poche R343-10 étant en situation de plus-value latente à la clôture de l'exercice, aucune PRE n'a été constatée par la société au titre de cet exercice.

### *Postes du compte de résultat*

---

#### 3.3.6 Primes

Les primes correspondent aux primes émises hors taxes, nettes d'annulations et de ristournes, et à la variation de provisions pour primes à émettre pour la part acquise à l'exercice.

#### 3.3.7 Sinistres

Les prestations et frais payés correspondent aux sinistres réglés durant l'exercice nets des recours encaissés et au montant des frais afférents.

Les charges de provisions de sinistres enregistrent les variations de provisions de sinistres décrites ci-dessus.

### 3.3.8 Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition afférents aux primes non acquises de l'exercice sont reportés et amortis linéairement sur la durée restant à courir des contrats correspondants.

### 3.3.9 Produits et charges des placements

Les revenus des placements comprennent les intérêts et les loyers courus de l'exercice, ainsi que les dividendes acquis de l'exercice.

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières sont déterminées selon la méthode « premier entré/premier sorti » (FIFO).

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières sont enregistrées au compte de résultat de l'année de cession.

Le résultat de la gestion des placements est ventilé en deux parties : les produits générés par le placement des fonds provenant des provisions techniques qui figurent dans la partie « opérations techniques » et ceux issus des capitaux propres qui sont placés dans la partie « opérations non techniques ».

Les produits des placements alloués s'élèvent cette année à 6 566 K€ contre 5 061 K€ en 2022.

### 3.3.10 Charges

ACTE IARD adhère au Groupement d'intérêt économique GIE CAMACTE qui rassemble les moyens administratifs du Groupe CAM. Les charges nettes de produits du GIE CAMACTE sont affectées aux adhérentes.

Les charges sont comptabilisées par nature puis classées par destination selon les méthodes suivantes :

- ✓ Comptabilisation initiale en charges par nature dans les comptes de la classe 9, puis analyse de la destination de ces charges et transfert en comptes de la classe 6 ;
- ✓ Pour les charges ayant plusieurs destinations et celles qui ne sont pas directement affectables par destination, la société utilise des clés de ventilation basées sur des critères quantitatifs objectifs appropriés. Les principales clés sont fondées sur les effectifs, le temps passé, le chiffre d'affaires, les prestations réglées.

La répartition des frais en fonction de leur destination s'effectue selon deux modalités :

- ✓ Affectation directe par entités de gestion (services sinistres, commerciaux, production...);
- ✓ Affectation après ventilation pour les frais indirects correspondant notamment aux services fonctionnels.

In fine, les charges sont donc présentées dans le compte de résultat dans : les frais internes de sinistres, les frais d'acquisition, les frais d'administration, les autres charges techniques, et les frais internes de gestion des placements.

### 3.3.11 Opérations de réassurance

#### 3.3.11.1 Acceptations

La réassurance acceptée est comptabilisée traitée par traité sur la base des informations transmises par les cédantes ou estimées. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments sur la base des tendances des marchés ou de l'expérience. Les dépôts en espèces auprès des entreprises cédantes sont inscrits en placements.

#### 3.3.11.2 Cessions

Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités.

Les dépôts en espèces reçus des cessionnaires sont inscrits en dettes au bilan.

Les titres remis en nantissement des réassureurs sont inscrits hors bilan et évalués au cours de bourse à la date de clôture.

### *Postes du hors bilan*

---

### 3.3.12 Engagements reçus et donnés

La société a recensé les engagements reçus et donnés selon les dispositions en vigueur. Les engagements les plus significatifs concernent les titres remis en nantissement des réassureurs qui sont évalués au dernier cours coté.

### **3.3.13 Engagements sociaux**

La possibilité de comptabiliser les engagements de retraite (IFC) n'a pas été utilisée. Ces engagements s'élèvent à 189 K€. La société a souscrit un contrat d'assurance en capitalisation qui couvre les indemnités de départ à la retraite dans limite de l'épargne disponible. L'engagement résiduel, non couvert par le fond de capitalisation LIR), s'élève à 49K€.

## **4. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice**

---

Absence d'événements postérieurs à la clôture ayant un impact sur les comptes.

## 5. Informations relatives aux opérations inscrites au bilan

### 5.1 Etat récapitulatif des placements

| <i>en milliers d'euros</i>   | Valeur brute  | Valeur nette  | Valeur de réalisation |
|--|---------------|---------------|-----------------------|
| <b>I - PLACEMENTS (détail des postes 3 et 4 de l'actif)</b>  |               |               |                       |
| 1 PLACEMENTS IMMOBILIERS ET PLACEMENTS IMMOBILIERS EN COURS  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 18315         | 18315         | 20252                 |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>18315</b>  | <b>18315</b>  | <b>20252</b>          |
| 2 ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE AUTRES QUE LES PARTS D'OPCVM  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 7178          | 7092          | 13163                 |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>7178</b>   | <b>7092</b>   | <b>13163</b>          |
| 3 PARTS OPCVM (autres que celles visées en 4)  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 117342        | 117147        | 129260                |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>117342</b> | <b>117147</b> | <b>129260</b>         |
| 4 PARTS D'OPCVM DETENANT EXCLUSIVEMENT DES TITRES A REVENU FIXE  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 9194          | 9194          | 9197                  |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>9194</b>   | <b>9194</b>   | <b>9197</b>           |
| 5 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE   |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 156183        | 154729        | 147571                |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
| - dont titres mis en pension   | 0             | 0             | 0                     |
|  | <b>156183</b> | <b>154729</b> | <b>147571</b>         |
| 6 PRETS HYPOTHECAIRES  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>              |
| 7 AUTRES PRETS ET EFFETS ASSIMILES   |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>              |
| 8 DEPOTS AUPRES DES ENTREPRISES CEDANTES   |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 0             | 0             | 0                     |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>              |
| 9 DEPOTS (autres que ceux visés au 8) ET CAUTIONNEMENTS EN ESPECES ET AUTRES PLACEMENTS  |               |               |                       |
| - dans l'O.C.D.E. ....   | 42500         | 42500         | 42500                 |
| - hors O.C.D.E. ....   |               |               |                       |
|  | <b>42500</b>  | <b>42500</b>  | <b>42500</b>          |
| 10 ACTIFS REPRESENTATIFS DE CONTRATS EN UNITES DE COMPTES  |               |               |                       |
| - PLACEMENTS IMMOBILIERS   |               |               |                       |
| - TITRES A REVENU VARIABLE AUTRES QUE DES PARTS D'OPCVM  |               |               |                       |
| - OPCVM DETENANT EXCLUSIVEMENT DES TITRES A REVENU FIXE  |               |               |                       |
| - AUTRES OPCVM   |               |               |                       |
| - OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE   |               |               |                       |
|  | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>              |
| 11 ENGAGEMENTS RECUS ET DONNES   |               | <b>86779</b>  | <b>86779</b>          |
| <b>TOTAL DES LIGNES 1 A 10</b>   | <b>350711</b> | <b>348976</b> | <b>361942</b>         |
| a) DONT :  |               |               |                       |
| - PLACEMENTS EVALUES SELON R343-9  | 150084        | 150729        | 144246                |
| - PLACEMENTS EVALUES SELON R343-10   | 200627        | 198247        | 217696                |
| - PLACEMENTS EVALUES SELON R343-13   |               |               |                       |
| b) DONT :  |               |               |                       |
| - VALEURS AFFECTABLES A LA REPRESENTATION DES PROVISIONS TECHNIQUES AUTRES QUE CELLES VISEES CI-DESSOUS  | 308108        | 306373        | 319171                |
| - VALEURS GARANTISSANT LES ENGAGEMENTS ENVERS LES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE OU COUVRANT LES FONDS DE PLACEMENT GERES  |               |               |                       |
| - VALEURS DEPOSEES CHEZ LES CEDANTS (DONT VALEURS DEPOSEES CHEZ LES CEDANTS DONT L'ENTREPRISE S'EST PORTEE CAUTION SOLIDAIRE)                                      | 0             | 0             | 0                     |
| - VALEURS AFFECTEES AUX PROVISIONS TECHNIQUES SPECIALES DES AUTRES AFFAIRES EN FRANCE  |               |               |                       |
| - AUTRES AFFECTATIONS OU SANS AFFECTATION  | 42603         | 42603         | 42771                 |
| <b>II - ACTIFS AFFECTABLES A LA REPRESENTATION DES PROVISIONS TECHNIQUES (autres que les placements et la part des réassureurs dans les provisions techniques)</b> | <b>1028</b>   | <b>1028</b>   | <b>1028</b>           |
| <b>III - VALEURS APPARTENANT A DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE</b>  | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>              |
| <b>TOTAUX</b>  | <b>351739</b> | <b>350004</b> | <b>362970</b>         |

#### Informations

a) Montant des acomptes inclus dans la valeur des actifs inscrits au poste "Terrains et constructions"

b) Montant des terrains et constructions :

- immobilisations utilisées pour l'exercice des activités propres de l'établissement

- autres immobilisations

18315      18315      20252

c) Solde non encore amorti ou non encore repris correspondant à la différence sur prix de remboursement des titres évalués conformément à l'article R343-9

645

## 5.2 Participations et filiales

| Participations et filiales (en milliers d'euros)        | Forme | Capitaux propres | Part détenue | Valeur nette comptable des titres | CA du dernier exercice clos | Résultat du dernier exercice clos | Dividendes encaissés |
|---|-------|------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| <b>FILIALES (&gt; 50 % de détention)</b>                |       |                  |              |                                   |                             |                                   |                      |
| NEANT   |       |                  |              |                                   |                             |                                   |                      |
| <b>PARTICIPATIONS (entre 10 % et 50 % de détention)</b> |       |                  |              |                                   |                             |                                   |                      |
| ACTE SERVICES   | SA    | 826              | 30,0%        | 93                                | 46                          | 41                                | -                    |
| ACOTEX  | SA    | 147              | 27,6%        | 11                                | 226                         | 17                                | -                    |
| SCI FONCIERE CAMACTE                                    | SCI   | 217              | 15,0%        | 0                                 | 4 155                       | 723                               | 120                  |

## 5.3 Mouvements et variations de l'actif immobilisé

| Mouvements de l'actif immobilisé (en milliers d'euros) | Montant brut 31/12/2022 | Augmentations | Diminutions | Montant brut 31/12/2023 |
|--|-------------------------|---------------|-------------|-------------------------|
| Actifs incorporels                                     |                         |               |             |                         |
| Terrains et constructions                              | 18 335                  |               | 20          | 18 315                  |
| Titres ent. liées ou lien part.                        | 103                     |               |             | 103                     |
| Bons, oblig. cr./ent. Liées ou LP                      |                         |               |             |                         |

| Variation de l'actif immobilisé (en milliers d'euros) | Amts. exercice | Dotations prov. Dépr. Exercice | Reprises sur prov. dépr. exercice | Montant brut 31/12/2023 | Amorts. et prov. dépr. 31/12/2023 | Montant net 31/12/2023 | Montant net 31/12/2022 |
|---|----------------|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Actifs incorporels                                    |                |                                |                                   |                         |                                   |                        |                        |
| Terrains et constructions                             |                |                                |                                   | 18 315                  |                                   | 18 315                 | 18 335                 |
| Titres ent. liées ou lien part.                       |                |                                |                                   | 103                     |                                   | 103                    | 103                    |
| Bons, oblig. cr./ent. Liées ou LP                     |                |                                |                                   |                         |                                   |                        |                        |
| Autres placements                                     |                | 2 380                          | 1 924                             | 332 293                 | 2 380                             | 329 913                | 308 466                |
| Placements en unité de compte                         |                |                                |                                   |                         |                                   |                        |                        |
| Créances espèce chez cédante                          |                |                                |                                   |                         |                                   |                        |                        |
| <b>TOTAL VARIATIONS</b>                               | <b>-</b>       | <b>2 380</b>                   | <b>1 924</b>                      | <b>350 711</b>          | <b>2 380</b>                      | <b>348 331</b>         | <b>326 904</b>         |

## 5.4 Détail des créances et dettes d'opérations d'assurance et de réassurance

| Créances et dettes ventilées selon la durée (en milliers d'euros) | 2022          |               | 2023          |               |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
|   | Créances      | Dettes        | Créances      | Dettes        |
| Durée résiduelle jusqu'à un an                                    | 28 457        | 16 781        | 30 032        | 22 867        |
| Durée résiduelle de plus d'1 an à 5 ans                           | 16            |               | 17            |               |
| Durée résiduelle de plus de 5 ans                                 | 55            |               | 50            |               |
| <b>TOTAUX CREANCES ET DETTES</b>                                  | <b>28 528</b> | <b>16 781</b> | <b>30 099</b> | <b>22 867</b> |

| Détail de la classe 4 - Opérations d'assurance et de réassurance (en milliers d'euros) | 2022           |                 | 2023           |                 |
|--|----------------|-----------------|----------------|-----------------|
|  | Solde débiteur | Solde créditeur | Solde débiteur | Solde créditeur |
| Assurés (compte 402)   | 5 562          | 4 654           | 6 698          | 4 569           |
| Intermédiaires d'ass.(compte 403)  | 229            | 1 947           | 239            | 1 924           |
| Coassureurs (compte 404)   | 6 636          | 468             | 6 353          | 507             |
| Réassureurs (compte 410)   | 5 414          | 5 119           | 10 108         | 8 848           |
| Cédantes (compte 411)  | 927            | 0               | 943            | 0               |

## 5.5 Variations des capitaux propres et affectation du résultat

| Variation des capitaux propres<br>(En milliers d'euros) | Au<br>31/12/2022 | Affectation de<br>résultat N-1 | Mvts sur<br>réserves de<br>capitalisation | Mvts sur<br>réserves et<br>fonds | Résultat de<br>l'exercice | Au<br>31/12/2023 |
|---|------------------|--------------------------------|---|----------------------------------|---------------------------|------------------|
| 1a Capital social                                       | 11 434           |                                |   |                                  |                           | 11 434           |
| 1b Primes liées au capital social                       |                  |                                |   |                                  |                           |                  |
| 1c Réserves de réévaluation                             |                  |                                |   |                                  |                           |                  |
| 1d Autres réserves                                      | 9 175            |                                |   |                                  |                           | 9 175            |
| 1e Report à nouveau                                     | 43 134           | 2 275                          |   |                                  |                           | 45 408           |
| 1f Résultat de l'exercice                               | 4 806            | -4 806                         |   |                                  | 6 186                     | 6 186            |
| Dividendes versés dans l'exercice                       |                  | 2 531                          |   |                                  |                           |                  |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>                           | <b>68 548</b>    |                                |   |                                  | <b>6 186</b>              | <b>72 203</b>    |

## 5.6 Composition de l'actionnariat

Le capital social de la société est composé de 75 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 152,45 €.

Il n'y a pas eu d'opérations sur le capital social au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'obligations convertibles, de parts bénéficiaires ou de titres similaires. La société ne détient aucune action propre et n'a effectué aucune opération d'achat/vente au cours de l'exercice.

## 5.7 Détail des réserves

| Détail des réserves (En milliers d'euros) | 2022         | 2023         |
|---|--------------|--------------|
| Réserve pour éventualités diverses        | 9 175        | 9 175        |
| <b>TOTAL RESERVES</b>                     | <b>9 175</b> | <b>9 175</b> |

## 5.8 Détail des provisions pour risques et charges

| Détail des provisions pour risques et charges<br>(En milliers d'euros) | 2022       | Dotations | Reprises | 2023       |
|--|------------|-----------|----------|------------|
| Provisions pour risques créances coassurance                           | 380        |           |          | 380        |
| Provisions pour autres risques et charges                              | 100        |           |          | 100        |
| Provisions pour médaille du travail                                    | 163        | 6         |          | 169        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>643</b> | <b>6</b>  | <b>0</b> | <b>649</b> |

## 5.9 Détail des provisions techniques

| Détail des provisions techniques<br>(En milliers d'euros) | 2022           |                |                | 2023           |                |                |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|   | BRUT           | CEDEE          | NET            | BRUT           | CEDEE          | NET            |
| Provisions pour primes non acquises                       | 6 415          | 1 164          | 5 251          | 6 717          | 1 319          | 5 398          |
| Provisions pour sinistres à payer                         | 344 959        | 207 782        | 137 177        | 362 763        | 218 263        | 144 500        |
| Prévisions de recours                                     | -7 487         | -3 018         | -4 469         | -7 820         | -2 782         | -5 038         |
| Provisions pour égalisation                               | 2 122          | 0              | 2 122          | 1 967          | 0              | 1 967          |
| Provisions pour risques encours                           | -501           | 0              | -501           | -302           | 0              | -302           |
| Autres provisions techniques                              | 11 665         | 0              | 11 665         | 9 978          | 0              | 9 978          |
| <b>TOTAL PROVISIONS TECHNIQUES</b>                        | <b>357 172</b> | <b>205 928</b> | <b>151 244</b> | <b>373 303</b> | <b>216 801</b> | <b>156 503</b> |

### 5.10 Liquidation des provisions de sinistres

| <i>Liquidation des provisions de sinistres<br/>(en milliers d'euros)</i> | 2022    | 2023    |
|--|---------|---------|
| Provisions pour risques en cours   | 501     | 302     |
| Prévision de recours à encaisser   | 7 487   | 7 820   |
| A Provisions pour sinistres ouverture                                    | 219 355 | 240 838 |
| B Prestations payées dans l'exercice sur exercice antérieur              | 21 030  | 31 555  |
| C Provision pour sinistres sur exercices antérieurs à la clôture         | 221 424 | 223 993 |
| D Bonis/Malis (=A-B-C)   | -23 099 | -14 710 |

(\*) MONTANTS BRUTS DE FRAIS DE GESTION ET NETS DE RECOURS

### 5.11 Evolution des règlements de sinistres effectués depuis l'exercice de survenance et de la provision pour sinistres à régler

| <i>Evolution des primes acquises et des sinistres (en milliers d'euros)</i> |                     |                        |        |        |        |        |
|---|---------------------|------------------------|--------|--------|--------|--------|
| Année d'inventaire  |                     | Exercice de survenance |        |        |        |        |
|   |                     | 2019                   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   |
| <b>2021</b>   | Règlements          | 24 365                 | 16 633 | 11 566 |        |        |
|   | Provisions          | 25 414                 | 29 136 | 27 433 |        |        |
| <b>S</b>  | TOTAL DES SINISTRES | 49 779                 | 45 769 | 38 999 |        |        |
| <b>P</b>  | PRIMES ACQUISES     | 58 676                 | 59 271 | 65 425 |        |        |
| <b>S/P</b>  | Pourcentage %       | 84,84%                 | 77,22% | 59,61% |        |        |
| <b>2022</b>   | Règlements          | 25 584                 | 19 029 | 20 189 | 11 756 |        |
|   | Provisions          | 24 099                 | 28 047 | 37 205 | 39 960 |        |
| <b>S</b>  | TOTAL DES SINISTRES | 49 684                 | 47 076 | 57 393 | 51 716 |        |
| <b>P</b>  | PRIMES ACQUISES     | 58 873                 | 59 652 | 68 449 | 73 415 |        |
| <b>S/P</b>  | Pourcentage %       | 84,39%                 | 78,92% | 83,85% | 70,44% |        |
| <b>2023</b>   | Règlements          | 26 615                 | 20 969 | 24 488 | 24 617 | 12 471 |
|   | Provisions          | 30 908                 | 34 766 | 39 862 | 37 948 | 46 138 |
| <b>S</b>  | TOTAL DES SINISTRES | 57 523                 | 55 735 | 64 349 | 62 565 | 58 609 |
| <b>P</b>  | PRIMES ACQUISES     | 58 896                 | 59 482 | 68 745 | 79 949 | 76 444 |
| <b>S/P</b>  | Pourcentage %       | 97,67%                 | 93,70% | 93,61% | 78,26% | 76,67% |

5.12 Comptes de régularisation Actif / Passif

| Comptes de régularisation (En milliers d'euros) | ACTIF        |              |
|---|--------------|--------------|
|   | 2022         | 2023         |
| Actifs clause réserve de propriété              |              |              |
| Comptes de régularisation                       |              |              |
| Intérêts acquis non échus                       | 1 277        | 1 708        |
| Loyers acquis non échus                         |              |              |
| Frais d'acquisition reportés (Vie)              |              |              |
| Frais d'acquisition reportés (non vie)          | 949          | 968          |
| Frais acquisition immeubles à répartir          |              |              |
| Autres charges à répartir                       |              |              |
| Différence prix de remboursement à percevoir    | 393          | 500          |
| Autres comptes de régularisation actif          | 183          | 226          |
| Evaluations techniques de réassurance           |              |              |
| <b>TOTAL REGULARISATION ACTIF</b>               | <b>2 802</b> | <b>3 402</b> |
| Produits à recevoir rattachés aux créances      | 36           | 0            |
| Primes remboursement emprunt non amortissable   |              |              |

| Comptes de régularisation (En milliers d'euros) | PASSIF     |            |
|---|------------|------------|
|   | 2022       | 2023       |
| Comptes de régularisation                       |            |            |
| Produits à répartir sur plusieurs exercices     |            |            |
| Amortissements différences prix remboursements  |            |            |
| Report commissions reçues des réassureurs       |            |            |
| Autres comptes de régularisation passif         |            |            |
| Evaluations techniques de réassurance           |            |            |
| <b>TOTAL REGULARISATION PASSIF</b>              | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| Charges à payer rattachées aux dettes           | 462        | 643        |
| Provisions                                      |            |            |
| Provisions pour retraite                        |            |            |
| Provisions pour impôts                          |            |            |
| Autres provisions                               | 643        | 649        |
| <b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b> | <b>643</b> | <b>649</b> |

| Avoirs et engagements par devises (En milliers d'euros) | 2022           |                |              | 2023           |                |              |
|---|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
|   | ACTIF          | PASSIF         | ECARTS CONV. | ACTIF          | PASSIF         | ECARTS CONV. |
| Euro et monnaies zone Euro XEU                          | 565 067        | 565 067        |              | 599 075        | 599 075        |              |
| Autres monnaies   |                |                |              |                |                |              |
| <b>TOTAL AVOIRS ET ENGAGEMENTS</b>                      | <b>565 067</b> | <b>565 067</b> |              | <b>599 075</b> | <b>599 075</b> |              |

## 5.13 Éléments concernant les entreprises liées et les participations

| Avoirs et créances sur des entreprises du groupe<br>(En milliers d'euros) | 2022              |                       |                | 2023              |                       |                |
|---|-------------------|-----------------------|----------------|-------------------|-----------------------|----------------|
|   | Entreprises liées | Lien de participation | TOTAL          | Entreprises liées | Lien de participation | TOTAL          |
| Actions, autres titres à revenu variable                                  | 103               |                       | 103            | 103               |                       | 103            |
| Oblig., techn, autres titres à rev. Fixe                                  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prêts   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Dépôts auprès d'établisse. De crédit                                      |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres placements   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Créances pour espèces chez les cédantes                                   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Placements contrats en unités de compte                                   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Part des réassureurs dans prov. Techn.                                    | 121 898           |                       | 121 898        | 130 029           |                       | 130 029        |
| Prov.pour primes non acquises (non vie)                                   | 733               |                       | 733            | 802               |                       | 802            |
| Provisions d'assurance vie  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour sinistres (vie)   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour sinistres (non-vie)                                       | 121 165           |                       | 121 165        | 129 227           |                       | 129 227        |
| Prov. Part. Bénéf. Et ristournes (vie)                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prov. Part. Bénéf. Et ristournes. (non-vie)                               |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour égalisation   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres provisions techniques (vie)  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres provisions techniques (non-vie)                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Créances nées d'opérations d'ass. directe                                 |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Sur les preneurs d'assurance  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Sur les intermédiaires d'assurance  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Sur les autres tiers  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Créances nées d'op. de réassurance  | 4 467             |                       | 4 467          | 9 169             |                       | 9 169          |
| Débiteurs divers  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Capital appelé non verse  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Comptes courants  | 7 801             |                       | 7 801          | 4 494             |                       | 4 494          |
| Intérêts et loyers acquis et non échus                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres comptes de régularisation - actif                                  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| <b>TOTAL AVOIRS ET CREANCES SUR GROUPE</b>                                | <b>134 269</b>    |                       | <b>134 269</b> | <b>143 795</b>    |                       | <b>143 795</b> |
| Dettes envers des entreprises du groupe<br>(En milliers d'euros)          | 2022              |                       |                | 2023              |                       |                |
|   | Entreprises liées | Lien de participation | TOTAL          | Entreprises liées | Lien de participation | TOTAL          |
| Passifs subordonnés   | 0                 |                       | 0              | 0                 |                       | 0              |
| Provisions techniques brutes  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prov.pour primes non acquises (non vie)                                   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions d'assurance vie  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour sinistres (vie)   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour sinistres (non-vie)                                       |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prov. Part. bénéf. Et ristournes (vie)                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prov. Part. bénéf. Et ristournes. (non-vie)                               |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Provisions pour égalisation   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres provisions techniques (vie)  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres provisions techniques (non-vie)                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Prov. Engagements en unités de compte                                     |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Dettes pour dépôts espèces des réassur.                                   | 121 898           |                       | 121 898        | 130 029           |                       | 130 029        |
| Dettes nées d'opérations d'ass. Directe                                   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Envers les preneurs d'assurance   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Envers les intermédiaires d'assurance                                     |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Envers les autres tiers   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Dettes nées d'opérations de réassurance                                   | 0                 |                       | 0              | 0                 |                       | 0              |
| Emprunts obligataires   |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Dettes envers établissements de crédit                                    |                   |                       |                |                   |                       |                |
| Autres dettes   | 1 440             |                       | 1 440          | 2 747             |                       | 2 747          |
| Comptes de régularisation – passif  |                   |                       |                |                   |                       |                |
| <b>TOTAL DETTES SUR GROUPE</b>  | <b>123 338</b>    |                       | <b>123 338</b> | <b>132 775</b>    |                       | <b>132 775</b> |

| Engagements envers le groupe<br>(En milliers d'euros) | 2022       |                   |                       | 2023       |                   |                       |
|---|------------|-------------------|-----------------------|------------|-------------------|-----------------------|
|   | Dirigeants | Entreprises liées | Lien de participation | Dirigeants | Entreprises liées | Lien de participation |
| Avals, cautions, garanties                            |            |                   |                       |            |                   |                       |
| Actifs avec engagement de revente                     |            |                   |                       |            |                   |                       |
| Autres engagements sur actifs ou revenus              |            |                   |                       |            |                   |                       |
| Autres engagements donnés                             |            |                   |                       |            |                   |                       |
| Valeurs appart. à institut. prévoyance                |            |                   |                       |            |                   |                       |
| Autres val. détenues pour compte tiers                |            |                   |                       |            |                   |                       |
| <b>TOTAL ENGAGEMENTS ENVERS LE GROUPE</b>             |            |                   |                       |            |                   |                       |

## 6. Informations relatives aux opérations inscrites au compte de résultat

### 6.1 Ventilation des primes émises

| Ventilation des primes émises (en milliers d'euros)            | 2022   | 2023   |
|--|--------|--------|
| L'ensemble des affaires directes souscrites concerne la France | 77 216 | 83 362 |

### 6.2 Ventilation des charges de personnel et des commissions

| Ventilation des charges de personnels et des commissions (en milliers d'euros) | 2022          | 2023          |
|--|---------------|---------------|
| Salaires *   | 1 048         | 925           |
| Charges sociales *   | 438           | 354           |
| Autres *   | 29            | 29            |
| Ventilation du GIE et du groupement de moyens                                  | 4 448         | 4 958         |
| <b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>  | <b>5 963</b>  | <b>6 265</b>  |
| Commissions d'acquisition  | 10 992        | 12 192        |
| Commissions d'acceptation  | 13            | 12            |
| <b>TOTAL COMMISSIONS</b>   | <b>11 005</b> | <b>12 204</b> |

\* versées par la société

### 6.3 Détail des produits et charges exceptionnels et non techniques

| Détail des produits et charges exceptionnels et non techniques (en milliers d'euros) | 2022         | 2023      |
|--|--------------|-----------|
| POSTE 7      Autres produits non techniques  | 143          | 122       |
| POSTE 8      Autres charges non techniques   | 0            | 82        |
| <b>TOTAL PRODUITS ET CHARGES NON TECHNIQUES</b>                                      | <b>142</b>   | <b>40</b> |
| POSTE 9a      Produits exceptionnels   | 1 425        | 20        |
| POSTE 9b      Charges exceptionnelles  | 11           | 8         |
| <b>TOTAL PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS</b>                                       | <b>1 415</b> | <b>12</b> |

#### 6.4 Analyse des charges par nature et par destination

| <i>Analyse des charges par nature et par destination (en milliers d'euros)</i> | 2022                           | 2023          |
|--|--------------------------------|---------------|
| Charges de personnel   | 5 963                          | 6 265         |
| Impôts et taxes  | 785                            | 711           |
| Commissions  | 10 992                         | 12 192        |
|  | <i>Dont aux intermédiaires</i> |               |
|  | <i>Dont autres commissions</i> |               |
| Achats et autres charges externes  | 9 519                          | 11 761        |
| Amortissements et provisions   | 244                            | 468           |
| Autres charges de gestion courante   |                                | 85            |
| <b>TOTAL CHARGES PAR NATURE</b>  | <b>27 519</b>                  | <b>31 495</b> |
| Frais de règlement des sinistres   | 10 845                         | 11 962        |
| Frais d'acquisition  | 15 232                         | 16 444        |
| Frais d'administration   | 367                            | 429           |
| Frais internes et externes de gestion des placements                           | 574                            | 2 037         |
| Autres charges techniques  | 501                            | 541           |
| Autres charges non techniques  |                                | 82            |
| <b>TOTAL CHARGES PAR DESTINATION</b>   | <b>27 519</b>                  | <b>31 495</b> |

#### 6.5 Ventilation des produits et charges des placements

| <i>Revenus et frais financiers (en milliers d'euros)</i>                              | 2022                       |                          |              | 2023                   |                          |              |
|---|----------------------------|--------------------------|--------------|------------------------|--------------------------|--------------|
|   | <i>Dans les ent. Liées</i> | <i>Autres placements</i> | <i>TOTAL</i> | <i>Dans ent. Liées</i> | <i>Autres placements</i> | <i>TOTAL</i> |
| <i>Revenus des participations</i>   | 154                        | 3 841                    | 3 996        | 120                    | 5 680                    | 5 800        |
| <i>Revenus des placements immobiliers</i>   |                            |                          |              |                        |                          |              |
| <i>Revenus des autres placements</i>  |                            |                          |              |                        |                          |              |
| <i>Autres revenus financiers (commissions, honoraires)</i>                            |                            |                          |              |                        |                          |              |
| <i>Autres revenus financiers</i>  |                            |                          |              |                        |                          |              |
| <b>TOTAL REVENUS DES PLACEMENTS</b>   | <b>154</b>                 | <b>3 841</b>             | <b>3 996</b> | <b>120</b>             | <b>5 680</b>             | <b>5 800</b> |
| Frais financiers (commission, honoraires, intérêts et agios)                          |                            | 376                      | 376          |                        | 1 829                    | 1 829        |
| Total des autres produits de placements (plus-values, reprises sur amortissements...) |                            | 6 426                    | 6 426        |                        | 8 245                    | 8 245        |
| Total des autres charges de placements (moins-values, reprises sur amortissements...) |                            | 2 832                    | 2 832        |                        | 2 880                    | 2 880        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>154</b>                 | <b>7 059</b>             | <b>7 213</b> | <b>120</b>             | <b>9 216</b>             | <b>9 336</b> |

#### 6.6 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

| <i>Ventilation de l'impôt sur les sociétés (en milliers d'euros)</i> | <i>COURANT</i> | <i>EXCEPTIONNEL</i> | <i>TOTAL</i> |
|--|----------------|---------------------|--------------|
| Résultat avant impôts  | 7 798          | -318                | 7 480        |
| Réintégrations   | 20 201         | 223                 | 20 425       |
| Déductions   | -16 672        | 0                   | -16 672      |
| Déficit reportable   | -6 116         | 0                   | -6 116       |
| <b>RESULTAT FISCAL</b>   | <b>5 211</b>   | <b>-95</b>          | <b>5 116</b> |
| Résultat imposable à :   |                |                     |              |
| 25%  | 5 211          | -95                 | 5 116        |
| Impôts sur les sociétés à :  |                |                     |              |
| 25%  | 1 303          | -24                 | 1 279        |
| Contribution additionnelle de 3,3%                                   | 18             | -1                  | 17           |
| Crédit d'impôt   | -2             | 0                   | -2           |
| Impôt 2023   | 1 318          | -25                 | 1 294        |
| Solde déficit reportable   |                |                     | 2 127        |
| <b>IMPOT NET</b>   | <b>1 318</b>   | <b>-25</b>          | <b>1 294</b> |

Depuis le 1er janvier 2003, ACTE IARD est sous le régime de l'intégration fiscale avec la CAM BTP (société mère).

## 6.7 Situation fiscale différée ou latente

| <i>Accroissement de la dette d'impôt (en milliers d'euros)</i>          | <i>BASE</i>   | <i>IMPOT</i> |
|---|---------------|--------------|
| <b>NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES</b>                               |               |              |
| Provisions règlementées   |               |              |
| Subventions d'investissement  |               |              |
| Charges non déductibles temporairement                                  |               |              |
| Moins-values latentes nettes des plus-values latentes sur OPCVM         |               |              |
| <b>TOTAL</b>  | <b>0</b>      | <b>0</b>     |
| <i>Allègement de la dette d'impôt (en milliers d'euros)</i>             | <i>BASE</i>   | <i>IMPOT</i> |
| <b>NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES</b>                               |               |              |
| Produits imposés fiscalement non encore comptabilisés en produits :     | 9 719         | 2 510        |
| <i>Plus-values latentes nettes des moins-values sur OPCVM</i>           | 9 719         | 2 510        |
| Provisions ou dettes non déductibles l'année de leur comptabilisation : | 10 674        | 2 757        |
| <i>Participation des salariés</i>                                       | 223           | 58           |
| <i>Contribution sociale de solidarité des sociétés (c3s)</i>            | 71            | 18           |
| <i>Provision pour risques créances coassurance</i>                      | 380           | 98           |
| <i>Provision pour dépréciation des OPCVM</i>                            | 0             | 0            |
| <i>Provisions de sinistres</i>  | 10 000        | 2 583        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>20 393</b> | <b>5 267</b> |

## 7. Autres informations

### 7.1 Comptes contributifs

Les comptes de la société ACTE IARD entrent dans le périmètre de contribution du Groupe CAM qui est combiné par la SGAM BTP. La CAM BTP, société mère du Groupe CAM, détient 99,84 % du capital d'ACTE IARD.

### 7.2 Informations sur le personnel

| <i>Effectif moyen (données arrondies)</i> | <i>2022</i>                    |   | <i>2023</i>                    |   |
|---|--------------------------------|---|--------------------------------|---|
|   | <i>Personnel commercial</i>    | <i>Autre personnel</i>                        | <i>Personnel commercial</i>    | <i>Autre personnel</i>                        |
| Direction                                 | 0                              | 0   | 0                              | 1   |
| Cadres                                    | 8                              | 1   | 8                              | 0   |
| Non cadres                                |                                | 13  | 0                              | 13  |
| <b>Sous totaux</b>                        | <b>8</b>                       | <b>14</b>                                     | <b>8</b>                       | <b>14</b>                                     |
| <b>TOTAL DU PERSONNEL</b>                 | <b>23</b>                      |   | <b>23</b>                      |   |
| <i>Membres des organes</i>                | <i>Organe d'Administration</i> | <i>Organe de Direction ou de surveillance</i> | <i>Organe d'Administration</i> | <i>Organe de Direction ou de surveillance</i> |
| Rémunérations allouées dans l'exercice    |                                |   |                                |   |
| Engagements de retraite (*)               |                                |   |                                |   |
| Avances et crédits pendant l'exercice     |                                |   |                                |   |
| Autres engagements pris                   |                                |   |                                |   |

(\*) A l'égard des membres ou des anciens membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance

### 7.3 Informations sur les honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à : 46 K€ TTC.

|                        |    |    |
|------------------------|----|----|
| Honoraires :           | 34 | K€ |
| Frais de déplacement : | 13 | K€ |

**7.4 Hors bilan**

| <i>Engagements hors bilan (en milliers d'euros)</i>                    | 2022   | 2023   |
|--|--------|--------|
| <b>DONNES</b>  |        |        |
| Indemnités de départ en retraite                                       | 172    | 189    |
| <b>RECUS</b>   |        |        |
| Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires | 76 270 | 88 315 |

## **RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 12 juin 2024**

### **PREMIÈRE RÉOLUTION**

#### *APPROBATION DES COMPTES ET QUITUS AU DIRECTOIRE*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire et du rapport du Commissaire Aux Comptes ainsi que des explications complémentaires fournies verbalement, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils lui sont présentés, qui se traduisent par un bénéfice de 6 185 948,78 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports. En conséquence, elle donne quitus au Directoire et au Commissaire aux Comptes, de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

### **DEUXIEME RÉOLUTION**

#### *AFFECTATION DU BÉNÉFICE*

L'Assemblée Générale constate que le bénéfice de l'exercice écoulé, cumulé au report à nouveau de 45 408 264,89, est distribuable à hauteur de 51 594 213,67 et décide de l'affecter de la façon suivante :

- au dividende pour un montant de 3 462 750,00 euros
- au report à nouveau pour un montant de 48 131 463,67 euros

L'Assemblée Générale décide en conséquence la mise en paiement le 1er juillet 2024 aux 75 000 actions portant jouissance au 1er juillet 2024, d'un dividende de 46,17 euros par action.

### **TROISIEME RÉOLUTION**

#### *APPROBATION DU RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE*

L'assemblée générale approuve le rapport sur le gouvernement d'entreprise qui lui a été présenté par le Conseil de Surveillance.

### **QUATRIEME RÉOLUTION**

#### *OPÉRATIONS TRAITÉES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX*

L'Assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les opérations visées à l'article L225-86 du code de commerce et statuant sur ce rapport en approuve les conclusions.

#### **ACTE IARD**

S.A. à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 11 433 676 €  
332 948 546 RCS Strasbourg  
Société régie par le Code des assurances

[www.groupe-cam.com](http://www.groupe-cam.com)

#### **Siège social**

ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE  
14 AVENUE DE L'EUROPE  
67300 SCHILTIGHEIM  
03 88 37 69 00  
[assur@groupe-cam.com](mailto:assur@groupe-cam.com)

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

## **CINQUIEME RÉSOLUTION**

### *RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE*

Le mandat de conseiller de La Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics (SMABTP) est renouvelé pour 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2029.

La Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics (SMABTP) accepte son mandat.

## **SIXIEME RÉSOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 2024 en vue de l'accomplissement des formalités prévues par la Loi.

#### **ACTE IARD**

S.A. à Directoire et Conseil de surveillance  
au capital de 11 433 676 €  
332 948 546 RCS Strasbourg  
Société régie par le Code des assurances

[www.groupe-cam.com](http://www.groupe-cam.com)

#### **Siège social**

ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE  
14 AVENUE DE L'EUROPE  
67300 SCHILTIGHEIM  
03 88 37 69 00  
assur@groupe-cam.com

**Adresse postale :** CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX